

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

LA RÉGLEMENTATION
DU TRAVAIL DES FEMMES
DANS L'INDUSTRIE

(Loi du 2 novembre 1892)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-DESSUS

sera soutenu le lundi 25 avril 1898 à 8 h. 1/2

PAR

CLAUDE WEYL

Lauréat de la Faculté de droit de Nancy
Avocat à la Cour d'appel

Président : MM. JAY, *professeur.*

Suffragants { BEAUREGARD, *professeur.*
 DESCHAMPS, *agrégé.*

PARIS

LIBRAIRIE DE LA SOCIÉTÉ DU RECUEIL GÉNÉRAL DES LOIS ET DES ARRÊTS
ET DU JOURNAL DU PALAIS

Ancienne Maison **L. LAROSE et FORCEL**
22, rue Soufflot, 22

L. LAROSE, Directeur de la Librairie

1898

THÈSE

POUR

LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

LA RÉGLEMENTATION
DU TRAVAIL DES FEMMES
DANS L'INDUSTRIE

(Loi du 2 novembre 1892)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-DESSUS

sera soutenu le lundi 25 avril 1898 à 8 h. 1/2

PAR

CLAUDE WEYL

Lauréat de la Faculté de droit de Nancy

Avocat à la Cour d'appel

Président : MM. JAY, professeur.

*Suffragants { BEAUREGARD, professeur.
DESCHAMPS, agrégé.*

PARIS

LIBRAIRIE DE LA SOCIÉTÉ DU RECUEIL GÉNÉRAL DES LOIS ET DES ARRÊTS

ET DU JOURNAL DU PALAIS

Ancienne Maison **L. LAROSE et FORCEL**

22, rue Soufflot, 22

L. LAROSE, Directeur de la Librairie

1898



BIBLIOGRAPHIE

- BEBEL. — La femme dans le passé, le présent et l'avenir.
- BOURG (du). — Organisation du travail dans le Midi.
- CONRAD. — Handwörterbuch der Staatswissenschaften : Volkswirtschaftliche und soziale Bedeutung des Maschinenwesens, p. 1135.
- DRON (Rapport). — Session extraordinaire de 1895. Chambre annexe, n° 1724.
- FAGNIEZ. — Etudes sur l'industrie.
- GIDE (Paul). — Condition privée de la femme.
- GUILLAUMIN (Georges). — La protection des femmes dans l'industrie.
- HAUSER (H.). — Le travail des femmes au xv^e et xvi^e siècles. Revue de sociologie, mai, 1897.
- HAUSSONVILLE (d'). — Le travail des femmes aux Etats-Unis et en Angleterre. Revue des Deux-Mondes, 1^{er} juillet 1892.
- JANNET (Claudio). — Le travail des femmes et des enfants devant les Chambres belges. Economiste français, 1888, t. I.
- JAY (Raoul). — Die neue Arbeiterschützgesetzgebung in Frankreich. Archiv für soziale Gesetzgebung und Statistik, tome VI.
- LAGRÉSILLE. — Commentaire de la loi du 2 novembre 1892.
- LEROY-BEAULIEU (Paul). — Le travail des femmes et sa réglementation. — Economiste français, 9 juin, 1888.
- LEVASSEUR. — Histoire des classes ouvrières en France.
- MICHELET. — La femme.
- MOLINARI (de). — L'évolution économique du xix^e siècle.
- ROUANET (Gustave). — Le travail des enfants et des femmes. Revue socialiste, janvier-juin, 1886.

SIMON (Jules). — L'ouvrière.

SISMONDI (de). — Etudes sur l'Economie politique.

STUART-MILL (John). — Principes d'économie politique. — L'assujettissement des femmes.

WESTERMARK (Edouard). — Origine du mariage dans l'espèce humaine.

WADDINGTON (Rapport). — Session de 1890. Chambre annexe, n° 649.

Nous n'avons connu, au dernier moment, le *Rapport des Inspecteurs divisionnaires du travail pour l'année 1896* que grâce à l'extrême obligeance de M. Raoul Jay, professeur de législation industrielle à la Faculté de droit.

Aucun exemplaire de ce rapport n'existe encore à la Bibliothèque nationale. Le ministère de l'Intérieur ne lui transmet, en effet, les livres qu'il reçoit en dépôt que deux ou trois mois après leur apparition.

INTRODUCTION

Le mouvement qui, dans tous les Etats du nouveau et de l'ancien monde, entraîne des personnalités très diverses, à réclamer, pour les femmes, une plus grande capacité juridique, augmente chaque année d'importance et force l'attention des esprits les moins accessibles aux idées nouvelles.

Et bien que cette agitation laisse parfois prise à la critique, et même à la raillerie, elle n'en mérite pas moins de vifs éloges, car elle contribue à affranchir les femmes de cette sujétion héréditaire, qui en a fait en quelque sorte, une classe inférieure, méprisée et soumise à des règles étroites.

Cette inégalité sociale, héritage d'époques disparues, et qui ne peut se justifier, en dernière analyse, que par la longue tradition, est surtout sensible, lorsqu'elle atteint les femmes qui essaient de gagner leur vie en travaillant. Il existe, en effet, un nombre considérable d'ouvrières qui végètent misérablement et qui ne doivent cette situation qu'à cette infériorité prétendue naturelle qui paralyse les femmes et les oblige à subir la loi de l'homme représenté ici par l'employeur.

Cette classe laborieuse, la plus intéressante de toutes

— car, il ne faudrait pas s'y tromper, les femmes pas plus que les hommes ne constituent aujourd'hui une seule et même classe, et les revendications des unes ne préoccupent guère les autres — n'a commencé à prendre de l'importance qu'à la fin du XVIII^e siècle ; mais, sous la poussée des circonstances, elle a grandi avec rapidité et c'est alors, qu'en présence des funestes résultats qu'entraînait cette substitution de la main-d'œuvre féminine à la main-d'œuvre masculine, de graves problèmes se sont posés ; problèmes que les uns ont résolus avec une superbe aisance mais que d'autres considèrent comme irréductibles : La santé de l'ouvrière a été gravement compromise par des travaux excessifs et prolongés. La vie à l'atelier a fait disparaître le sentiment du foyer du cœur de la femme mariée... Les enfants se sont élevés comme ils ont pu sous la garde d'étrangères ou dans la pleine liberté de la rue. La famille n'a plus conservé qu'une existence juridique et la moralité des ouvrières n'y a rien gagné. Le chiffre même de la population s'est senti de ce pénible état de choses.

Le législateur français a fini, à l'exemple de l'étranger, par s'inquiéter des moyens de remédier à une situation qui empirait chaque jour. Nous examinerons les tentatives qui ont été faites pour réglementer d'une façon plus humaine l'emploi des femmes dans l'industrie, jusqu'à cette loi du 2 novembre 1892 qui, avec quelques décrets complémentaires, marque le dernier effort du Parlement pour améliorer le sort des ouvrières.

Voilà cinq ans que cette loi existe ; dans quelle mesure est-elle appliquée et quels résultats a-t-elle produits ? C'est ce que nous essaierons de dégager des rapports officiels. Enfin l'initiative parlementaire, depuis le vote de la loi du 2 novembre 1892, nous offrira un dernier champ d'investigations que nous parcourrons complètement.

De sorte qu'en définitive notre travail comprend huit parties :

Chapitre premier : Augmentation de la main-d'œuvre féminine au xix^e siècle — Ses causes économiques — Importance numérique des ouvrières à notre époque.

Chapitre deuxième : Conditions du travail des femmes avant la loi du 2 novembre 1892.

§ 1. Durée du travail ;

§ 2. Travail de nuit ;

§ 3. Travail des femmes accouchées ;

§ 4. Salaire des ouvrières.

Leurs conséquences morales, physiologiques et économiques.

Chapitre troisième : L'Etat n'avait-il pas le droit d'intervenir pour réglementer le travail des femmes ?

Chapitre quatrième : Quelles objections pratiques les discussions parlementaires sur la réglementation du travail des femmes ont-elles fait naître ?

§ 1. Durée du travail ;

§ 2. Travail de nuit ;

§ 3. Travail des femmes accouchées ;

§ 4. Salaire des ouvrières.

Chapitre cinquième : Historique de la loi du 2 novembre 1892.

Chapitre sixième : Etude de la loi du 2 novembre 1892.

Chapitre septième : Application de la loi du 2 novembre 1892.

Chapitre huitième : Nouvelles propositions de loi présentées au Parlement.

CHAPITRE PREMIER

AUGMENTATION DE LA MAIN-D'ŒUVRE FÉMININE AU XIX^e SIÈCLE.

— SES CAUSES ÉCONOMIQUES. — IMPORTANCE NUMÉRIQUE DES OUVRIÈRES A NOTRE ÉPOQUE.

Quelque reculée que soit la période de l'histoire que l'on considère, l'on trouve toujours la femme unie à l'homme dans le labeur quotidien qui assure leur existence commune.

C'est donc, par une fantaisie historique, qu'excuse à peine le génie de l'écrivain, que *Michelet* (1) n'a pas craint d'affirmer que l'*ouvrière* était de création récente. Bien au contraire nous croyons que c'est une idée toute moderne que celle qui tend à réserver à l'homme tous les travaux nécessaires à la vie de la famille. Il n'y a rien de moins justifié que cette prétention des hommes à réclamer comme leur lot naturel toutes les fonctions et tous les emplois ; et nous ne pensons pas, malgré la haute autorité de *Jules Simon* (2), que « le principal devoir des femmes soit de plaire à leur mari et d'élever leurs enfants. »

1. *La Femme*.

2. *L'Ouvrière*, p. 8.

Que les idées généralement répandues et les habitudes européennes paraissent, de nos jours, autoriser une telle constatation, nous l'accorderons volontiers ; mais nous prétendons nous élever contre une affirmation qui, présentée sous une formule aussi générale, risque fort d'être prise comme une vérité historique et de tous les temps.

Les études de *Le Play* et de *M. Westermarck* (1) nous montrent la femme occupée, aux périodes primitives, à des travaux très pénibles : Lorsque le père va à la pêche ou à la chasse, c'est la mère qui travaille le sol et qui porte les fardeaux ; considérée le plus souvent comme un être inférieur elle n'est guère mieux traitée qu'une bête de somme. Et que l'on n'aille pas croire que tout cela ait disparu et se perde dans la nuit des temps, car cette prétendue faiblesse des femmes ne les empêche pas, à notre époque, de se livrer à des occupations très pénibles : il n'est pas rare en effet de rencontrer dans les champs de robustes campagnardes qui, en plein soleil, manient la faucille ou la houe avec autant d'ardeur que les hommes et qui n'abandonnent le travail qu'à la tombée du jour. Que l'on compare l'énergie physique d'un certain nombre de nos jeunes conscrits avec l'énergie de ces femmes et nous croyons pouvoir dire que l'avantage ne restera pas à ces futurs soldats.

La tradition constante d'écarter le plus possible les femmes de tout travail sérieux, soit physique, soit in-

1. *L'origine du mariage humain.*

tellectuel, nous a donné une race de femmes anémiées ; mais cette débilité acquise n'est pas l'apanage du seul sexe faible, car il existe aussi dans les classes oisives un certain nombre d'hommes, qui ne peuvent prétendre à aucune supériorité soit physique, soit intellectuelle, sur la classe féminine.

Pourquoi dès lors s'indigner avec *Michelet* contre la civilisation moderne qui a permis à certaines femmes de trouver un emploi à leur activité ? « L'ouvrière, mot impie... » n'est pas, quoi qu'on en dise, d'origine récente. Il suffit de parcourir les documents historiques pour reconnaître que sous saint Louis il existait déjà des ouvrières et que ces ouvrières étaient assez nombreuses pour s'organiser en corps de métiers.

Le *Livre des Métiers*, rédigé vers 1254, par *Etienne Boileau*, prévôt des marchands de Paris, parle en effet de corporations composées exclusivement de femmes : 1° Les fileresses à grands fuseaux ; 2° les fileresses à petits fuseaux ; 3° les tisserandes de soie ; 4° les tisserandes de couvre-chefs de soie ; 5° les faiseuses de chapeaux d'orfroï.

Ces corporations sont organisées sur le modèle de toutes les autres : on y trouve l'apprentie, l'ouvrière et la patronne et, à leur tête, les preudes-femmes élues par les maîtresses comme les prud'hommes l'étaient par les maîtres.

Un peu plus tard le nombre des corporations exclusivement composées de femmes augmente. Nous en trou-

vons une quinzaine : aumônières ; cerenceresses, chapelières de soie, bateresses d'étain, fileresses de soie ; floresses de coiffe, femmes qui font lacs de soie, qui œuvrent de laine, pigneresses, pigneresses de laine, de soie, femmes qui carient la soie, qui dévident la soie, qui font tissus de soie, lingères.

A côté de ces corporations, exclusivement formées de femmes, il existe des corporations d'hommes où les femmes, en certains cas, sont admises : ainsi les veuves des maîtres peuvent continuer le métier de leur mari.

Mais, ce n'est pas tout, les femmes recherchent également des emplois dans le travail libre (dans les provinces, les villes, les quartiers de ville ou même les métiers où le monopole corporatif n'existait pas). Presque tous les privilèges royaux qui assurent l'existence légale d'une nouvelle corporation font mention d'ouvrières et de maîtresses en même temps que d'ouvriers et de maîtres.

Le travail clandestin offrait même un autre débouché à l'activité de la femme et l'on trouve des réclamations corporatives où les maîtres se plaignent des « chambrelans qui prennent en outre femmes, enfants en apprentissage.., pour les aider à faire les dits ouvrages (1).

Il est malaisé de suivre à travers l'histoire le rôle des femmes, mais certains documents nous laissent supposer qu'il y a toujours eu en France des ouvrières : il est notamment question au xvii^e siècle d'une insurrection

1. Fagniez : *Etudes sur l'Industrie au XIII^e siècle*, p. 7 à 19. Oudin-Lacroix, p. 106 et s. Depping, t. 30, 45, 28, 53.

d'ouvrières en dentelles que Colbert eut toutes les peines du monde à contraindre à l'obéissance.

Il n'y a donc pas lieu de s'étonner si, de nos jours, l'industrie a recruté des femmes disposées à faire usage de leur intelligence et de leur énergie. Seulement au ^{xix}^e siècle le nombre des ouvrières va augmenter dans de très fortes proportions.

Nous nous trouvons, en effet, à cette époque, en présence d'industries chaque jour plus fortes et surtout désireuses d'écraser leurs rivales du monde entier. L'industrie et le commerce présentent l'aspect de batailles silencieuses où souvent la défaite de l'adversaire se marque par la seule différence entre les pertes qu'il a subies et celles qu'il a fait subir à son vainqueur. Comme il s'agit surtout de fabriquer des produits à très bas prix, le chef d'industrie fait tous ses efforts, pour diminuer ses frais de production. Et ce sont les femmes qui lui fournissent, en quelque sorte, les réserves dont il a besoin pour lutter victorieusement contre ses concurrents. Les femmes, en effet, se précipitent sur les nouveaux ateliers et en délogent les hommes qui, jusqu'alors, y étaient seuls employés. L'utilisation de la vapeur et l'invention des métiers mécaniques ont porté un coup terrible à l'ouvrier dont l'énergie musculaire est devenue superflue. Des industries considérables n'exigent plus que de l'assiduité, de l'adresse et de la propreté, et la femme possède toutes ces qualités au suprême degré.

Pourquoi donc n'aurait-elle pas trouvé accès dans les industries nouvelles ?

N'était-elle pas aussi capable que l'homme de surveiller les métiers à tisser et de rattacher les fils cassés ? Et surtout n'offrait-elle pas au patron son travail à des conditions infiniment préférables à celles de l'homme ?

C'est qu'en effet, les femmes ont, à l'égard du patron, deux qualités indiscutables :

1° Elles acceptent des salaires très inférieurs à ceux de l'homme ;

2° Elles se groupent difficilement pour la défense de leurs intérêts communs.

Elles sont donc, après les machines, les éléments de production les plus commodes pour un patron désireux de fabriquer au plus bas prix possible.

Maintenant, pourquoi le salaire des femmes est-il un salaire réduit ? Pourquoi les ouvrières qui rendent les mêmes services que les hommes ou qui même augmentent, grâce à leur dextérité, le produit normal des machines ne reçoivent-elles le plus souvent que la moitié du salaire de l'homme ?

Nous croyons que c'est là l'une des conséquences de la supériorité générale de l'homme. La femme considérée à tous les points de vue comme un être inférieur ne peut prétendre à un salaire égal à celui de l'homme, et comme c'est là une idée traditionnelle, reçue par les ouvriers et même par les ouvrières et que de plus elle est avantageuse au chef d'industrie, elle ne soulève aucune récrimination et s'applique naturellement sans heurt et sans secousse.

« Il est incontestable, dit *Stuart Mill* (1), que les chefs d'industrie paient beaucoup moins cher les services des ouvrières que ceux des hommes, à travail égal, sans qu'il y ait une énorme différence entre les degrés de productivité, entre les aptitudes professionnelles des deux catégories de travailleurs. Ils donnent aux femmes *par le fait seul de leur sexe* des salaires bien inférieurs à ceux de leurs ouvriers masculins. Le sexe à lui seul constitue pour elles une cause de dépréciation de leur travail. Leur rémunération est toujours à ce que je crois bien au-dessous de celle qu'obtiennent les hommes dans des emplois aussi désagréables et qui exigent une égale habileté ».

D'autres raisons ont été données pour expliquer la différence des salaires entre l'homme et la femme : elles contiennent toutes une part de vérité, mais elles ne la contiennent pas tout entière.

Car si l'on admet, comme certains auteurs, que le salaire de la femme doit être réduit parce que : 1^o la femme ne produit pas autant que l'homme et 2^o parce que son travail est irrégulier ; comment expliquer la réduction du salaire lorsque la femme produit autant ou même plus que l'ouvrier ? et comment expliquer les salaires plus élevés des ouvriers qui ne viennent à l'atelier que le mardi ou même le mercredi, alors que l'irrégularité causée par les troubles physiologiques de la femme ne peut guère l'empêcher de travailler que deux ou trois jours par mois.

1. *Principes d'Economie politique :*

D'autres économistes ont affirmé que le salaire se fixait d'après *les besoins* des travailleurs : Or, la femme a des besoins moins considérables que l'homme, son salaire doit être inférieur à celui de l'homme.

Cette doctrine nous semble ou trop élastique, ou trop étroite :

Veut-on prétendre, en effet, que le salaire se fixe d'après les besoins, d'après *tous les besoins* de l'ouvrier ? Mais l'on sait fort bien que les besoins de l'homme sont illimités et que sa soif de plaisir est infinie. N'est-ce pas la réalité même que nous dépeint ce vieux conte allemand où un pêcheur lamentable, de souhait en souhait, s'élève jusqu'à devenir le soleil et demande alors à devenir Dieu.

Veut-on dire, d'une façon plus sévère, plus étroite que le salaire de l'ouvrier comprenant tout juste ce qui est nécessaire pour vivre et se reproduire, les femmes auraient besoin d'une nourriture moins substantielle et se déchargeraient sur l'homme du soin de pourvoir à l'existence des enfants ? Ce serait là comme une conséquence de la loi d'airain de Lassalle : Le salaire est juste suffisant pour que les ouvriers ne meurent pas et se reproduisent. Or les femmes dépensent moins que les hommes, leur salaire est donc inférieur à celui de l'homme.

Il y a là évidemment une constatation qui renferme une grande part de vérité. Mais ce principe suffit-il à rendre réellement compte de la minimité du salaire de la femme ? Le coût de la vie de la femme est-il réellement aussi infé-

rieur à celui de l'homme qu'on veut bien le prétendre. Et, en vérité, n'est-ce pas la faiblesse de son salaire qui oblige la femme à une vie si misérable. Croit-on sérieusement que les femmes aient une vocation particulière de s'occuper, à peine sorties de l'atelier, de tous les travaux domestiques que les hommes confient à des mercenaires. Et oserait-on soutenir que le vin frelaté et les alcools meurtriers débités au cabaret soient plus nécessaires à l'ouvrier qu'à l'ouvrière ? Sur le marché du travail, comme dans toute notre civilisation moderne, la femme est une sacrifiée. Douée d'une habileté aussi grande que celle de l'homme, l'ouvrière sera cependant traitée en incapable et son salaire s'en ressentira.

Dans le cours de cette étude nous aurons à signaler des salaires si dérisoires que les statisticiens les plus consommés ne peuvent y trouver le moyen d'équilibrer, même très mal, le budget d'une ouvrière aussi économe que vertueuse.

Les femmes, qui acceptent du travail dans des conditions aussi peu rémunératrices, ont donc d'autres ressources : nous sommes effectivement en présence d'un salaire *supplémentaire* ou d'un salaire *complémentaire* : Pour les unes, c'est un gain inattendu qu'elles dépenseront en objets de luxe, le mari ou le père suffisant à tous les besoins de sa femme ou de sa fille ; pour les autres, qui n'ont plus ni famille, ni mari, c'est souvent un gain indispensable, mais honorable, qui s'ajoute comme *complément* aux profits que ces malheureuses sont obligées de demander à des sources moins pures...

A cette première raison de l'augmentation du nombre des ouvrières tirée du bas prix de la main-d'œuvre féminine, il faut en ajouter une autre, tirée de la douceur de la femme.

Les patrons acceptent volontiers les ouvrières, parce qu'elles sont des instruments plus souples, plus dociles que les hommes, qu'il y a moins à craindre avec elles de ces révoltes subites, de ces chômages volontaires qui bien souvent portent des coups mortels aux industries. Les ouvrières n'ont pas, comme les ouvriers, d'esprit de corps : elles ne connaissent guère la solidarité économique qui unit les hommes contre un patron ; elles ont des vues courtes et étroites : Accomplir leur tâche et gagner quelque argent pour elles-mêmes ou pour leurs enfants, tels paraissent leurs seuls désirs.

Comme elles ont toujours été traitées en parias, en personnes sans intelligence et sans raison, elles ne s'élèvent pas aux idées générales de classe, de capital et de travail ; elles sont, par hérédité, des âmes dociles.

Et comme, d'autre part, elles n'ont aucune influence légale sur la politique intérieure du pays, les ambitieux considèrent assez aisément le triste sort qui leur est fait. N'est-il pas au fond l'œuvre même de notre législation générale ?

Que l'on ne se hâte pas de répondre que le mouvement présent est en contradiction avec ce que nous venons de dire. La question du travail des femmes n'est qu'un aspect de la question sociale, et c'est parce que les hommes

y étaient les premiers intéressés, que l'on a étudié d'un peu près une situation qui aurait pu se prolonger indéfiniment.

Ce n'est, en effet, qu'au xix^e siècle, que l'on s'occupe de la question des ouvrières, et avec d'autant plus d'intérêt, que le nombre des femmes employées a été toujours en grandissant depuis les dernières années du xviii^e siècle.

Peu de statistiques ont été faites avant celles de ces dernières années.

En 1851, on comptait à Paris 118.891 ouvrières pour 204.925 ouvriers.

En 1863, Jules Simon remarque qu'à Lyon les tissages, qui sont l'industrie capitale de cette ville, occupent au moins un tiers de femmes et, dans la grande banlieue, deux tiers.

De nos jours enfin, les statisticiens les plus modérés estiment à 240/0 le nombre des ouvrières employées dans toute la France, d'autres vont jusqu'à 320/0 (1).

En Allemagne — supplément de 1897 au dictionnaire de Conrad — le nombre des ouvriers employés dans les mines et les tissages a passé de 5,27 à 6,76 millions alors que celui des femmes passait de 1,13 à 1,52 million.

Le nombre des femmes aurait donc augmenté dans ces travaux de 34,970/0.

Le service de l'inspection a constaté (2), dans les ateliers visités, la présence en 1895 et 1896 de :

1. Voir aussi : appendice A.
2. L'inspection ne peut guère visiter tous les ateliers soumis

		1895	1896
Enfants de 12 à 13 ans	garçons	996	969
munis du certificat	filles	1.059	807
Enfants de 13 à 16 ans	garçons	84.017	80.392
	filles	80.510	78.801
Enfants de 16 à 18 ans	garçons	65.530	62.164
	filles	66.313	63.083
Filles mineures de 18			
à 21 ans		95.714	98.546
Filles et femmes majeures		349.998	347.896
Ouvriers adultes		1.020.044	1.008.865

Le dernier rapport de la Commission supérieure du travail (1) fournit les chiffres suivants pour les industries visées par la loi du 2 novembre 1892 :

Enfants au-dessous de 18 ans	garçons	229.092
	filles	213.833
Filles mineures de 18 à 21 ans		142.116
Filles majeures et femmes		488.962
Hommes au-dessus de 18 ans		1.599.311

Cela fait un ensemble de 844.911 ouvrières et dans ce chiffre ne sont pas comprises toutes ces femmes et ces jeunes filles qu'emploient les grands et les petits magasins de commerce, non plus que toutes ces femmes qui

à sa surveillance en moins de *deux ans*. Aussi, selon les ateliers inspectés, le chiffre des ouvrières varie sans que l'on puisse tirer des conclusions d'une diminution ou d'une augmentation de leur nombre.

1. Rapport de novembre 1897.

travaillent chez elles seules ou à plusieurs, sous la direction du père ou de la mère.

Les inspecteurs du travail ont rencontré dans les ateliers un personnel féminin représentant 33,90/0 du personnel total inspecté.

Or, en 1894, le rapport n'était que de 32,8 0/0.

L'accroissement de la classe ouvrière féminine est donc incontestable et son influence se fait chaque jour sentir davantage.

Nous croyons avoir ainsi répondu à l'avance à l'objection de certaines personnes, qui considèrent le travail des femmes comme trop peu important pour justifier une dérogation aux lois prétendues immuables, qui gouvernent le monde économique, et particulièrement au fameux principe de la liberté du travail.

CHAPITRE II

CONDITIONS DU TRAVAIL DES FEMMES AVANT LA LOI DU 2 NOVEMBRE 1892. — § 1. DURÉE DU TRAVAIL. — § 2. TRAVAIL DE NUIT. — § 3. TRAVAIL DES FEMMES ACCOUCHÉES. — § 4. SALAIRE DES OUVRIÈRES. LEURS CONSÉQUENCES MORALES, PHYSIOLOGIQUES ET ÉCONOMIQUES.

Lorsque Turgot supprima en 1776 les jurandes et les maîtrises malgré l'opposition du Parlement — corps privilégié défendant les privilèges — il prétendait faire passer dans le domaine des faits une doctrine qui lui était précieuse : la doctrine physiocratique du laissez faire, laissez passer.

Il y avait alors quelque hardiesse à rompre en visière avec les traditions séculaires et l'on ne peut faire sérieusement un reproche à Turgot de n'avoir pas aperçu toutes les conséquences funestes d'une liberté économique où les gros devaient dévorer les petits. A cette époque l'on imaginait volontiers l'homme comme un être bon, sensible, doué de toutes les qualités : la contrainte seule empêchait son développement complet, la liberté devait ramener l'âge d'or.

Aussi lorsque le 14 mars 1791 la Constituante abolit définitivement les corporations, elle ne supposa pas un instant qu'elle accomplît là un acte dangereux. Bien plus, fortement imprégnée de cette idée que tout corps, toute association jouit par le fait même de son existence d'une certaine autorité et que quiconque a de l'autorité est porté à en abuser, elle interdit le 17 juin 1791 les associations professionnelles même librement consenties, et, à plusieurs reprises, elle refusa de laisser se créer de simples chambres de commerce, jugeant que leur existence « blessait les principes de la Constitution ».

Dès lors, chacun fut livré à sa propre inspiration. Le libre développement de l'individu ne fut plus entravé dans aucun sens : ouvriers et patrons traitaient d'égaux à égaux, sans intermédiaire, en hommes libres et responsables de leurs actes. C'est ce que l'on a appelé depuis « le régime du tête à tête forcé. »

Mais les résultats merveilleux que les philosophes et les physiocrates espéraient d'un tel régime ne devinrent jamais une réalité.

La liberté du commerce et de l'industrie a dégénéré en une concurrence anarchique, qui, par un curieux retour économique, aboutit à l'établissement de monopoles énormes. La liberté dans le contrat de travail a eu pour conséquence l'écrasement du plus faible par le plus fort, le pot de terre s'est brisé contre le pot de fer, l'ouvrier obligé de travailler pour vivre a dû subir toutes les exi-

gences du patron cuirassé d'or pour la bataille. Bref ça été la lutte d'un estomac contre un sac d'argent.

Nous allons voir à quelles conditions les femmes durent travailler en France pendant toute cette période de liberté, et nous examinerons les conséquences désastreuses d'un pareil état de fait.

Il est assez commode, pour exposer d'une façon à peu près exacte les multiples aspects du travail des ouvrières, de les ranger sous quatre modes différents. Séparant ainsi, artificiellement, ce qui, dans la réalité, constitue un phénomène complexe, nous rechercherons la durée du travail des femmes, *de jour puis de nuit*. Le travail de la *femme accouchée* nous occupera également. Nous verrons enfin *le taux des salaires* distribués aux ouvrières. Les conséquences normales du travail effectué dans ces conditions mériteront également notre examen.

§ 1. — Durée du travail de jour.

Il faut que la femme ait un ménage, il faut qu'elle soit mariée. La pire destinée pour la femme, c'est de vivre seule.

Seule! le mot même est triste à dire. Et comment se fait-il, sur la terre, qu'il y ait une femme seule.... *Le but de la femme ici-bas, sa vocation évidente, c'est l'amour.*

(MICHELET. *La Femme, passim.*)

C'est dans la famille qu'est la vraie place de la femme ; c'est là surtout qu'elle est puissante, car c'est à l'ombre du foyer que brillent le mieux toutes ses vertus (p. 42).

Ce sentiment enthousiaste, *cette espèce de culte pour la femme*, que Tacite signalait comme un des caractères particuliers de la Germanie primitive *est devenu l'un des traits les plus caractéristiques des sociétés modernes* (p. 214).

(PAUL GIDE. *Condition privée de la femme.*)

Le travail de la femme comme celui de l'homme, est limité par la résistance physique de l'être vivant. C'est cette résistance physique qui a, pendant presque tout le XIX^e siècle, servi de base pour déterminer la durée du travail. Les patrons ne se sont, en effet, arrêtés dans leurs exigences que parce qu'il n'était pas possible à la machine humaine de continuer l'effort qu'on lui demandait. L'ouvrier, considéré comme un instrument de pro-

duction, livrait au chef d'industrie toute l'énergie dont il était capable. Les machines à vapeur marchent sans arrêt nuit et jour, l'ouvrier, lui, ne peut guère travailler régulièrement plus de douze heures par jour. Il est même douteux que ce travail prolongé ait quelque utilité au delà d'une certaine heure.

Cependant c'est bien pendant douze heures que les chefs d'industrie laissaient leurs ateliers ouverts en temps ordinaire, ce qui ne les empêchait pas de prolonger le travail encore de deux ou trois heures, lorsque les commandes affluaient.

Après avoir travaillé quinze heures par jour, l'ouvrier finissait par ne plus travailler du tout, car la surproduction amenait nécessairement le chômage et la fermeture de l'usine pendant quelques semaines ou quelques mois.

C'est seulement en 1848 que le Gouvernement provisoire, « voulant faire quelque chose » pour les ouvriers, fixa la durée légale de la journée de travail à dix heures pour Paris et onze heures pour les départements dans un décret des 2-4 mars 1848. Plus tard l'Assemblée Constituante abrogea ce décret, et fixa la durée de la journée de travail à douze heures uniformément pour toute la France par la loi des 9-14 septembre 1848.

Cette loi ne fut d'ailleurs pas respectée, et la loi du 16 février 1883 dut expressément charger les « commissions locales et les inspecteurs du travail des enfants dans les manufactures institués par la loi du 19 mai 1874

de surveiller l'application de la loi du 9 septembre 1848 sur la durée des heures du travail (1).

Cette loi était donc restée lettre morte pendant près de trente ans, mais, fait très curieux, c'était surtout les enfants et les femmes que l'on obligeait à un travail exagéré. Pour les hommes adultes la journée n'était même pas de douze heures, alors qu'elle dépassait ce chiffre pour les ouvrières ou les enfants.

En 1881, lors de la deuxième délibération de la Chambre, sur la proposition de loi réglementant la durée des heures de travail dans les usines et manufactures, un député, M. Barthe, ennemi de tout règlement, ne disait-il pas en parlant de l'enquête faite au préalable par les inspecteurs du travail : « Cette enquête a complètement tourné contre vous. Elle démontre de la manière la plus évidente que la loi proposée est absolument inutile ; il résulte en premier lieu de l'ensemble des rapports des inspecteurs que, dans les ateliers où les ouvriers mâles et les adultes sont en majorité, la journée est réduite à dix ou onze heures, qu'au contraire, dans les ateliers où les femmes et les enfants sont en plus grand nombre, la journée se prolonge jusqu'à douze heures ».

Ainsi donc, onze ans avant le vote de la loi — déclarée inutile — les femmes travaillaient encore douze heures par jour.

Douze heures de travail, cela ne paraît pas à première

1. Un décret du 17 mai 1851 avait apporté des exceptions à l'art. 1 de la loi des 9-14 septembre 1848.

vue bien dur, mais, dès que l'on essaie de se représenter tout ce que cela indique d'efforts pour une jeune femme, on ne peut réprimer un mouvement de surprise.

Douze heures de travail ! c'est se lever à cinq heures, déjeuner rapidement, et en hâte courir à l'atelier où le moindre retard est puni d'amende. Devant la grande porte de la manufacture, c'est l'attente parmi le groupe sombre des ouvrières. Puis le mugissement de la sirène, six heures sonnent, et c'est l'entrée à l'usine encore endormie, mais où les femmes courbées sur leur tâche vont mettre de la vie jusqu'à l'heure du déjeuner. Midi, les ouvrières déjà lassées se dispersent, envahissent les mauvais petits restaurants du voisinage, absorbent rapidement un frugal déjeuner, puis musardent jusqu'à une heure et rentrent de nouveau à l'atelier d'où elles ne sortent qu'à sept heures du soir. Il est au moins huit heures lorsque l'ouvrière épuisée de fatigue peut prendre les aliments qu'elle vient de préparer. Et c'est ainsi tous les jours de la semaine jusqu'au dimanche où l'ouvrière peut se reposer, si toutefois le patron n'exige pas sa présence à l'atelier, toute la matinée au moins.

Et cependant ce n'est là qu'une journée de travail bien modeste, si l'on en croit certains rapports officiels dressés par des hommes au-dessus de tout soupçon, et que leurs habitudes d'esprit poussaient de préférence vers des constatations très modérées.

Voici, en effet, ce que nous trouvons dans le rapport présenté par M. Waddington, député, au nom de la com-

mission chargée d'examiner le projet de loi adopté par le Sénat sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels (1).

« Il en est autrement chez les modistes, les couturières, les fleuristes, les brodeuses où les heures de veillées viennent s'ajouter, se superposer en quelque sorte au travail de jour, sans que l'ouvrière puisse prévoir d'avance cette surtâche inattendue, qu'elle doit accepter sous peine de renvoi immédiat. Il n'est pas besoin d'insister pour faire comprendre combien ces journées qui se prolongent pendant quinze, seize, parfois dix-huit heures consécutives sont funestes pour la santé de ces malheureuses ouvrières ».

Et au Sénat, dans la séance du 10 juillet 1891 (2), voici le curieux dialogue rapporté par M. Waddington.

« D. — Pourquoi veiller ?

« R. — Cesont les exigences de la clientèle qui en décident. Nous sommes les victimes des caprices des femmes du monde, qui exigent la livraison de leurs toilettes pour le lendemain matin. On nous retient à l'atelier une partie de la nuit et le lendemain la robe n'est pas livrée.

« D. — Quelle était la commande ?

« R. — C'était un corsage entier qu'il fallait livrer le lendemain à neuf heures du matin, le lendemain soir à sept heures le corsage n'était pas encore emballé... Parmi

1. Rapport Waddington. *Officiel*, Chambre; session de 1890, annexe n° 649, p. 1087.

2. *Officiel*, p. 602 (compte rendu in extenso).

celles qui ont veillé toute la nuit le lendemain de la mi-carême, il en est plusieurs qui n'ont quitté l'atelier qu'à une heure de l'après-midi ; cela fait vingt-huit heures de travail consécutif...

« Il faut veiller ou partir : entre deux maux nous choisissons le moindre ».

De pareils faits sont si pénibles à enregistrer que l'on voudrait pouvoir ne pas les admettre. Il faut cependant les accepter comme vrais, puisque encore aujourd'hui, les contraventions des inspecteurs visent parfois des travaux prolongés de douze, treize, ou même quatorze heures. Mais prenons la durée normale de douze heures de travail. Les conséquences de ce séjour prolongé à l'atelier n'en sont pas moins funestes :

La famille se désorganise. La jeune fille voit à peine ses parents à huit heures du soir. La mère confie son bébé aux soins d'une mercenaire qui n'y trouve qu'un moyen de lucre ; plus âgés, les enfants que l'école ne retient pas pendant douze heures, ne relèvent plus que de leurs instincts et de leurs caprices. Personne à la maison, la rue qui appartient à tout le monde les prend et souvent ne les rend plus qu'à la correctionnelle. Enfin l'ouvrière elle-même, mal nourrie, mal vêtue, et mal logée, éprouve dans tout son être les effets d'un labeur qui n'épargne même pas la robustesse de l'homme lui-même. Ce n'est pas à la sortie des ateliers qu'il faut chercher les exemplaires d'une race saine et vigoureuse.

Et comme le dit d'une façon saisissante *Bebel* (1) :

« Vraiment ce n'est pas un beau spectacle que de voir sur les chantiers de construction des chemins de fer des femmes, et même des femmes enceintes lutter avec les hommes à qui poussera le plus de brouettes lourdement chargées, et de les apercevoir dans la construction des bâtiments faire office de manœuvres et gâcher la chaux et le ciment ou porter de lourds fardeaux de pierres, ou de les voir occupées au lavage de la houille ou du minerai de fer... »

Ces funestes conséquences (désorganisation de la famille, affaiblissement physique de l'ouvrière) se retrouvent, et avec plus de gravité encore, dans le travail de nuit.

§ 2. — Travail de nuit.

D'après le rapport de M. Waddington « la plupart des maisons de confection et des ateliers de la capitale prolonge le travail pendant cinq ou six mois de l'année jusqu'à des heures avancées ; quelquefois il dure toute la nuit jusqu'au lendemain matin. L'ouvrière (est) congédiée à onze heures du soir, à minuit, quelquefois à une heure du matin.

« Si, des ateliers de Paris et des grandes villes, nous

1. *La Femme dans le présent, le passé et l'avenir*, trad. Lafargue.

passons à l'examen de la situation dans les provinces, nous constatons que le travail de nuit, à part les industries à feu continu... n'est organisé pour les femmes que dans la plupart des peignages de laine du Nord, dans un certain nombre de filatures de coton et de bourre de soie situées en grande partie dans la région des Vosges, dans les filatures de laine tant du Tarn que du Nord, et enfin dans quelques usines de lacets du département de la Loire (1) ».

Ainsi donc le travail de nuit était organisé dans de très nombreux ateliers et, si la loi de 1892, n'était pas intervenue, il serait devenu régulier dans certaines branches d'industries, et notamment dans les filatures de coton et les peignages de laine.

Or, consultée sur les résultats du travail de nuit, l'Académie de Médecine répondait en 1892, par l'organe du D^r Rochard, parlant au nom d'une commission formée de MM. Brouardel, Proust, Tarnier et Rochard : « La privation de sommeil est une des plus pénibles qu'on puisse endurer ; elle devient plus cruelle encore, lorsqu'il s'y joint un travail monotone et fatigant par la répétition des mêmes mouvements. Elle est surtout fatale à la santé des femmes. A ce régime elles maigrissent, s'anémient, et bientôt tous les désordres nerveux qu'entraîne l'appauvrissement du sang se succèdent et s'enchaînent, en même temps que leur vue s'affaiblit et s'altère par ce travail, accompli

1. Rapport Waddington, p. 1087,

pendant de longues heures à la lumière vacillante du gaz. Lorsqu'elles sont mères, leur lait se tarit et la santé du nourrisson déjà fortement compromise par leur absence continuelle est définitivement sacrifiée. Dans le jour, elles ont la ressource de les déposer à la crèche ; mais celle-ci ferme le soir, et l'enfant reste jusqu'au lendemain dans son berceau sans soins et sans nourriture...

« En se tenant bien entendu sur le terrain de l'hygiène, l'Académie déclare qu'une loi, qui autoriserait les femmes à travailler la nuit dans les manufactures usines et ateliers, aurait pour leur santé les conséquences les plus désastreuses ».

Nous n'avons rien à ajouter à ces constatations d'ordre scientifique.

Le travail de jour et le travail de nuit, déjà funestes pour des ouvrières en bonne santé, deviennent meurtriers pour les femmes, lorsqu'elles viennent d'accoucher.

§ 3. — Travail des femmes accouchées.

L'avis unanime des praticiens est que la femme accouchée doit prendre des soins minutieux et éviter tout effort pendant quatre semaines au moins après la délivrance.

Nous n'avons pas la prétention de faire ici un cours d'obstétrique, mais il nous faut bien reconnaître que l'enseignement reçu dans les Facultés de Médecine par nos

futurs docteurs affirme très nettement l'obligation du repos le plus absolu pendant trois semaines au moins après l'enfantement. Voici, en effet, ce que nous trouvons dans un *Précis d'Obstétrique* (1), qui est d'un usage courant dans toutes les Facultés : « La femme accouchée doit être alimentée comme à l'ordinaire ; pendant les 24 ou 48 heures qui suivent l'accouchement on lui fait prendre des grogs légers, et on lui donne à boire en quantité suffisante pour la désaltérer. Combien doit durer ce séjour (au lit) ? Ce n'est en moyenne que du dix-huitième au vingt-cinquième jour, lorsqu'elle ne perd plus de sang et lorsque l'utérus est redevenu organe pelvien, que la femme peut se lever sans grand inconvénient.

Sans doute ce n'est qu'à une époque plus tardive que l'involution utérine est complète.

Lorsque la femme commence à se lever, il faut au moins que pendant une huitaine, elle prenne des précautions, ne reste pas trop longtemps debout, et qu'à plusieurs reprises dans la journée elle garde la situation horizontale. Au bout de vingt-huit ou trente jours, on peut l'autoriser à sortir et à reprendre ses occupations. »

Eh bien ! sait-on ce que les statistiques dressées dans les Maternités et chez les sages-femmes nous révèlent (2) ?

Dans les hôpitaux ou dans les établissements de sages-femmes, les trois quarts des femmes accouchées re-

1. A. Ribemont Dessaignes et G. Lepage, 2^e édit. p. 547 et 548.

2. Note du Dr Napias. Ch. annexes, 1892 n° 2027, p. 735.

tournent à leurs occupations entre le septième et le douzième jour qui suit leur délivrance. Quelques-unes n'attendent même pas ce court espace de temps, elles retournent à l'atelier presque immédiatement entre le troisième et le cinquième jour... les pauvres femmes redoutent particulièrement de se trouver à leur sortie de l'hôpital sans place... car le patron aura vite fait de trouver une remplaçante à la malheureuse, qui, quelque peu soucieuse de sa santé et de celle de son enfant, tarderait à rentrer à l'atelier.

Le nombre exact des maladies féminines provoquées par cette insouciance physique est impossible à fixer. La femme qui vient d'accoucher disparaît dans le flot des ouvrières valides, et si, au bout d'une année ou de deux, elle devient infirme ou succombe, il sera difficile de faire remonter la cause de cette infirmité ou de cette mort au premier manque de soins et de repos après l'accouchement.

Mais les résultats funestes du retour de la mère à l'atelier sur la santé du nouveau-né nous sont parfaitement connus. Le lait de la mère et ses soins sont indispensables au nouveau-né... ; élevé au biberon, il dépérit et souvent il meurt.

Sur 2.156 enfants nourris au biberon, l'on a constaté, en 1888, 137 décès, tandis que, sur 2.358 bébés élevés au sein, il ne s'est produit que 40 décès.

La différence entre ces deux proportions prend une importance considérable, l'on pourrait presque dire une

importance nationale, si l'on examine la statistique des décès pour toute la France en 1889. Sur 794.933 décès l'on compte 136.787 décès de nouveau-nés, soit un sixième des pertes totales.

Tels sont les résultats de la durée du travail de jour, du travail de nuit, et de l'insouciance des femmes accouchées.

Ne semblerait-il pas naturel qu'un salaire important vint atténuer, dans une certaine mesure, la responsabilité morale et politique du patron, qui ne craint pas d'utiliser la femme comme une vulgaire machine ? Cette excuse, on serait heureux de la fournir, afin d'opposer au douloureux tableau de l'ouvrière anémiée, de la famille désunie, et de la population en décroissance, le spectacle d'une heureuse aisance, fruit d'un travail aussi funeste.

§ 4. — Salaire des ouvrières.

La vérité, c'est que le salaire de la femme est *toujours inférieur* à celui de l'homme. L'on peut même dire que le salaire de l'ouvrière tend le plus souvent à rester au niveau de la moitié du salaire de l'ouvrier.

Si l'on veut bien nous accorder que l'ouvrier lui-même peut à peine, avec ce qu'il gagne, s'offrir de légères distractions, l'on admettra sans peine que le problème de la vie se pose d'une façon bien cruelle pour l'ouvrière, et que souvent il demeurerait insoluble, si la prostitution ou la cha-

rité publique n'offraient leurs hontes ou leurs tristesses à ces pauvres femmes.

La charité publique est, en effet, régulièrement mise à contribution par les ouvriers et par les ouvrières chargés de famille. Recevant un salaire insuffisant, ils se font inscrire au bureau de bienfaisance, qui pourvoit ainsi aux frais de production des gros industriels.

Déjà, au commencement du siècle, *S. de Sismondi* (1) indiquait ce phénomène très curieux du chef d'industrie laissant verser par la Collectivité une partie des salaires de ses propres ouvriers : « Les manufacturiers de coton ont réduit successivement leurs ouvriers d'un salaire de 20 sous par jour à 15, à 12 et enfin à 8 sous. Leurs intérêts ayant été absolument séparés de ceux de leurs ouvriers, ils n'ont eu à s'occuper, en traitant avec eux, que des moyens de s'assurer leurs services au plus bas prix possible, au moment où ils en avaient besoin... Tous agissent pour l'intérêt de leur corps contre l'intérêt social, et chacun d'eux oublie qu'il devra à son tour pourvoir par ses charités privées, par ses contributions aux hôpitaux ou par la taxe des pauvres, à maintenir les misérables qu'il travaille à faire ».

L'insuffisance des salaires féminins ressort des statistiques publiées par l'*Office du travail* (2). La tendance du

1. *Nouveaux principes d'économie politique*, 1819, livre VII, chap. IX.

2. Statistiques : tome III, p. 629, 622, 262, 639, etc.

salaires féminin à dépasser à peine la moitié du salaire de l'homme s'y affirme très nettement.

Ainsi, pour un travail identique et d'une durée égale, nous trouvons :

Rhône. — Ouvriers tailleurs sur cristaux, pour dix heures de travail effectif, 4 fr. 75 par jour ;

Ouvrières tailleuses sur cristaux..., 2 fr. 50 seulement.

Boulogne-sur-Mer. — Ouvriers fabricants de plumes métalliques, pour dix heures de travail, 3 fr. ;

Ouvrières fabricants de plumes métalliques..., 2 fr.

Pas-de-Calais. — Produits céramiques : mouleurs, par journée de travail, minimum 3 fr. 25, maximum 4 fr., mouleuses... minimum 1 fr. 50, maximum 3 fr.

Jura. — Fabricants de lunettes : monteurs de verres, 5 fr. 60 par jour, monteuses de verres 2 fr. 25.

La liste s'allongerait indéfiniment.

Sait-on maintenant ce que gagnent les *ouvrières en robes* (les petites couturières) dans beaucoup de villes de France :

A Périgueux, par journée de travail, non nourrie, 1 fr., nourrie, 0 fr. 25 ; à La Rochelle, non nourrie, 1 fr. ; à Clamecy, non nourrie 1 fr. ; à Sablé, non nourrie, 1 fr., nourrie, 0 fr. 50 etc., etc.

Nous avons voulu relever les villes où les ouvrières en robes touchent les plus hauts salaires :

A Montataire (Oise), et à Chaumont (Haute-Marne), les journées de travail sont payées 3 fr. 50 et 3 fr. (1).

1. Ces chiffres sont fournis par les maires des localités.

Mais immédiatement le taux baisse dans les autres villes. A Gap, l'ouvrière non nourrie reçoit, 2 fr. 50, à Marseille, 3 fr. et nourrie, 2 fr., à Toulouse, 2 fr. 50 et nourrie, 2 fr., à Nancy, 2 fr.

Comment, malgré ces *hauts* salaires, les ouvrières peuvent-elles vivre ? Le dimanche est jour de repos. Il y a dans la couture, comme dans toutes les industries, de longs chômages de trois ou quatre semaines, ou même de plusieurs mois. Ces pauvres ouvrières n'ont pas le droit d'être malades... et cependant, ce n'est pas le régime auquel elles sont soumises qui les gardera en bonne santé. Sait-on qu'en 1867 Jules Simon, essayant d'établir le budget de l'ouvrière lyonnaise, écrivait (1) :

« Les supputations les plus favorables ne permettent pas d'évaluer en moyenne la journée d'une *tisseuse* à plus de 1 fr. 50. Portons, pour mettre « tout au mieux » la moyenne des salaires à 1 fr. 75, par jour, ce qui donnerait 525 fr. par an pour 300 jours de travail. Avec 1 fr. 75 par jour chiffre exagéré évidemment, on peut vivre, mais on vit très mal. Si l'on ne prélève sur le revenu de l'année que 72 fr. (20 centimes par jour pour le logement), ce logement sera un taudis. Si l'on ne met pas plus de 150 fr. pour le blanchissage, la chaussure et le vêtement, on supposera à l'ouvrière lyonnaise plus de retenue sur l'article de la toilette qu'elle n'en montre ordinairement, car avec cette dépense peut-être excessive pour un bud-

1. *Loc. cit.*, p. 36.

gét de 525 fr., elle ne peut guère se procurer que le strict nécessaire (1)...

Quoique les femmes soient naturellement (!) sobres et qu'elles aient en général moins besoin d'une nourriture réparatrice, on doit songer que les tisseuses font un métier assez fatigant et que la force leur est nécessaire, ne fût-ce que pour gagner une bonne journée.

Être misérablement logée, pauvrement vêtue, assez mal nourrie et avec cela travailler au minimum douze heures par jour, voilà quel est le sort matériel d'une ouvrière tisseuse placée dans des conditions favorables de santé et de travail.

Cependant, il faut bien le dire à présent, et on ne peut le dire sans avoir le cœur serré, les tisseuses sont des ouvrières privilégiées, elles sont après les maîtresses l'aristocratie de la fabrique. Les *ovalistes* ou moulinières, qui travaillent constamment debout pendant treize heures, ne gagnent que 8 fr. par semaine ; à certaines époques leur salaire est tombé à 0 fr. 80 par jour ».

En face de cette situation que, à dessein, nous nous sommes efforcés de présenter comme un phénomène historique lointain et qui ne souleverait plus les passions humaines, injustes et fugaces, un certain nombre d'économistes et d'hommes politiques ont pensé que l'Etat, force

1. On doit remarquer que les ouvrières lyonnaises sont obligées de sortir tous les jours pour aller travailler sur métier de maître et qu'il en résulte un accroissement de dépense pour les vêtements.

collective, devait agir. D'autres, au contraire, ont poussé les hauts cris et refusé de laisser toucher à leur prestigieuse formule de la concurrence économique. Nous allons examiner leurs arguments.

CHAPITRE III

L'ÉTAT N'AVAIT-IL PAS LE DROIT D'INTERVENIR POUR RÉGLEMENTER LE TRAVAIL DES FEMMES ?

La solution du problème de l'intervention ou de la non-intervention de l'Etat dans le contrat de travail est l'un de ceux qui a divisé le plus nettement les hommes politiques. Aujourd'hui la question a perdu un peu de son acuité : l'Etat est intervenu. Il suffirait peut-être de le constater.

Mais la tradition, le développement logique de notre étude et enfin quelques dernières résistances à emporter, nous incitent à présenter les arguments des deux partis, au moins d'une façon très générale.

Nous n'attachons pas, en effet, à ces questions d'école une importance capitale. Nous croyons avec M. Sismonde de Sismondi (1) « qu'on ne peut jamais compter avec assez de certitude sur les théories les mieux établies pour oser ordonner un mal immédiat dans la confiance qu'il en résultera un bien à venir ».

1. *Loc. cit.*, ch. IX, p. 422.

Il y a donc, à notre avis, beaucoup de présomption de la part de l'école dite libérale, à soutenir que l'État n'a pas le droit, ne doit pas toucher à la liberté du travail, parce que, bien que la condition présente des ouvriers ou des ouvrières soit déplorable, l'avenir compensera largement toutes ces vicissitudes momentanées.

Est-il une seule doctrine qui puisse prétendre à la possession de la vérité tout entière ? L'habileté des penseurs, leur finesse d'esprit, la force de leur intelligence s'évanouissent devant les réalités. Lorsque des êtres souffrent et que l'on peut les soulager, faut-il se plonger, pour ne pas entendre leurs cris anathèmes, dans l'étude de systèmes plus ou moins élégamment construits.

- L'histoire des doctrines économiques présente le spectacle d'un combat où les doctrines succombent les unes après les autres, et renaissent fortifiées d'arguments nouveaux, pour retomber encore sous d'autres arguments plus forts. Combien de penseurs se sont abusés sur la durée de doctrines qu'ils jugeaient immuables. Et cette lutte entre l'école libérale et les écoles interventionnistes n'a-t-elle pas un caractère aussi contingent que la lutte entre les mercantilistes et les physiocrates !

Toutes les théories, toutes les formules ont eu à un moment donné leur raison d'être dans les circonstances qui les avaient fait naître ; mais aucune doctrine n'est assez large pour s'adapter aux incessantes variations de la vie morale, économique et politique d'un pays.

Les problèmes sociaux changent d'aspect à moins de

vingt ans de distance et les solutions, que l'on prétend nous en donner, ressemblent, assez exactement, à ces prédictions de somnambules, qui se réalisent... par hasard.

Le système libéral a eu son heure de vérité, mais ce n'est pas une raison pour le croire éternel.

« Les économistes du xviii^e siècle, dit M. *Funck-Brentano* (1), avaient cru trouver dans l'intérêt individuel le rapport d'identité suprême, le fait permanent se manifestant dans toutes les formes de travail; aussi proclamèrent-ils la nécessité de la liberté du travail, cette liberté pouvant seule, selon eux, amener le plus haut degré de prospérité. »

L'exaltation de l'individu est à la base du système libéral. Et c'est justement parce que l'individu a le droit « naturel » de travailler à sa guise, quand et comment il lui plaît que la Collectivité, l'Etat n'a pas le droit d'intervenir pour réglementer le contrat de travail.

L'Ecole libérale commet ici une erreur historique. Car, si elle prétend que l'homme, par le fait même de son existence, a, sinon l'exercice, au moins la jouissance de tout ce qu'il lui plaît d'élever à la dignité de droits, elle nous ramène pour expliquer l'organisation des sociétés à toutes les rêveries des philosophes dont le brillant « Contrat social » est l'un des récits les mieux ordonnés, ou bien elle nous conduit fatalement à la proclamation de l'anarchie la plus absolue.

Si, au contraire, sans remonter au déluge, nous exa-

1. Préface à la Question ouvrière de *Du Maroussem*, t. III, p. 41.

minons l'histoire des sociétés, nous sommes obligés de constater, que les droits des individus ne se développent que très lentement, et qu'il y a même un certain rapport entre l'accroissement des droits reconnus aux individus et la centralisation gouvernementale : plus la Société possède de pouvoirs et mieux elle assure le respect des droits que, seule, elle accorde aux individus.

Dans la réalité les citoyens n'exercent leurs droits qu'en vertu de la permission de la Société, et dès lors l'organisme social, qui est son émanation, peut augmenter ou diminuer ces droits. Aussi tout le monde reconnaît-il que l'Etat peut restreindre le droit de propriété individuelle « lorsque la nécessité publique l'exige évidemment » (1). Pourquoi donc l'Etat ne pourrait-il pas restreindre le droit qu'il accorde aux citoyens de travailler librement ou, pour bien dire, de travailler sans se soumettre aux statuts des maîtrises et des jurandes, si la nécessité publique l'exige évidemment (2).

L'Ecole libérale refuse de croire à cette nécessité; elle prétend que c'est en laissant les individus libres de travailler ou de faire travailler comme il leur plaît que l'Etat atteint à la plus grande prospérité. Elle affirme

1. Déclaration des droits de l'homme (1789).

2. Peut-on soutenir que la propriété individuelle soit un droit « naturel » de même espèce que la liberté de conscience? La liberté de conscience n'est pas un droit : elle existe en dehors et au-dessus de toute législation humaine. L'Etat peut s'efforcer de la comprimer, d'en gêner l'exercice, il n'atteindra jamais le for intérieur de l'homme.

ainsi sa foi en une harmonie préétablie que les faits démentent avec violence.

L'hostilité chaque jour plus farouche entre la classe patronale et la classe ouvrière ne nous semble pas en effet la vraie condition du progrès social.

L'on peut nous répondre, il est vrai, que l'intérêt des individus ou des classes ne saurait se confondre avec celui de la Société tout entière. Nous concéderons volontiers à nos adversaires que l'intérêt de l'organisme social puisse être séparé de l'intérêt de certaines classes sous un régime autocratique ou aristocratique, mais nous nous refusons à croire qu'il en doive être de même sous un régime démocratique.

M. Sismonde de Sismondi (1) écrivait en 1819 :

« La science du gouvernement se propose ou doit se proposer pour but le bonheur des hommes réunis en société. Elle cherche les moyens de leur assurer la plus haute félicité qui soit compatible avec leur nature ; *elle cherche en même temps ceux de faire participer le plus grand nombre possible d'individus à cette félicité.* Dans aucune des sciences politiques on ne doit perdre de vue ce double but des efforts du législateur ; il doit soigner tout ensemble le degré de bonheur que l'homme peut atteindre par l'organisation sociale et la participation équitable de tous à ce bonheur. Il n'a point accompli sa tâche si, pour assurer des jouissances égales à tous, il rend impossible le développement complet de quelques individus distin-

1. *Loc. cit.*, livre 1, ch. I, p. 1, et s.

gués, s'il n'en présente aucun comme modèle à l'espèce humaine et comme guide dans les découvertes qui tourneront à l'avantage de tous. Il ne l'a pas accompli davantage si, n'ayant pour but que la formation de ses êtres privilégiés, *il en élève un petit nombre au-dessus de leurs concitoyens au prix des souffrances et de la dégradation de tous les autres*. La nation où personne ne souffre mais où personne ne jouit d'assez de loisir ou d'assez d'aisance pour sentir vivement et pour penser profondément n'est qu'à demi-civilisée, lors même qu'elle présenterait à ses classes inférieures une assez grande chance de bonheur. *La nation où la grande masse de la population est exposée à de constantes privations, à des inquiétudes cruelles sur son existence, à tout ce qui peut courber sa volonté, dépraver sa morale et flétrir son caractère est asservie* dùt-elle compter dans ses hautes classes des hommes parvenus au plus haut degré de félicité humaine, des hommes dont toutes les facultés soient développées, dont tous les droits soient garantis, dont toutes les jouissances soient assurées ».

Nous ne voulons pas croire que la Démocratie renie aujourd'hui le principe qui a fait sa force et qui est sa seule raison d'être : la participation équitable de tous au bonheur qui résulte de l'organisation sociale ; et dès lors il est inadmissible que la triste situation faite à nos malheureuses ouvrières se prolonge indéfiniment. L'Etat doit intervenir en leur faveur.

Quelques économistes, orthodoxes attardés, pensent

au contraire que l'Etat ne doit pas intervenir dans le contrat de travail parce que l'Etat, s'il est représenté par le Parlement, crée une législation intolérable, et, s'il est représenté par le pouvoir exécutif, a tous les défauts de cet organe.

Il suffit cependant de montrer l'Etat intervenant pour valider les unions, légitimer les enfants, déterminer les successions, assurer les propriétés, organiser les services administratifs, les cultes, la police, la justice, l'armée... pour réduire à peu de chose une affirmation aussi audacieuse.

Ce n'est pas que l'Etat doive, tel qu'il est organisé aujourd'hui, devenir l'ouvrier de tout progrès ; nous croyons simplement que, à notre époque, il est le seul organe vraiment capable d'assurer, dans un délai assez bref, le relèvement de la classe laborieuse et en particulier des ouvrières.

L'école libérale elle-même, ne méconnaît pas l'utilité de l'intervention de l'Etat, mais elle la limite aux abus de la force brutale. Pourquoi ?

La prépondérance de certains individus qu'elle ait pour origine la force musculaire ou la force intellectuelle, si elle devient pernicieuse, justifie l'intervention de l'Etat.

Et dans cet ordre d'idées, l'Etat n'intervient-il pas déjà pour opérer la revision de certains contrats au profit des faibles d'intelligence qui les ont passés ? Ne met-il pas le ministère public au service des femmes mariées, des mineurs, des absents, des interdits (1) ? Pourquoi donc

1. Article 83, Pr. civ.

l'Etat n'interviendrait-il pas pour protéger les ouvrières *incapables* elles aussi de résister aux exigences de l'industrie !

L'intervention de l'Etat ainsi justifiée en droit, il nous reste à étudier le problème pratique de la mesure de cette intervention au sujet du travail des femmes.

CHAPITRE IV

QUELLES OBJECTIONS PRATIQUES LES DISCUSSIONS PARLEMENTAIRES SUR LA RÉGLEMENTATION DU TRAVAIL DES FEMMES ONT-ELLES FAIT NAÎTRE ? — § 1. DURÉE DU TRAVAIL. — § 2. TRAVAIL DE NUIT. — § 3. TRAVAIL DES FEMMES ACCOUCHÉES. — § 4. SALAIRE DES OUVRIÈRES.

La réglementation du travail des femmes a soulevé devant le Parlement des objections d'ordre pratique et qui par cela même ne peuvent se combattre aussi aisément que les objections d'ordre théorique.

La réglementation du travail touche, en effet, de trop près à la *politique générale*, pour qu'il soit possible de la discuter, sans tenir compte de la *répercussion qu'elle doit avoir sur la vie même du pays*.

Nous entrons donc ici dans le domaine des prévisions, et les affirmations les plus contradictoires vont être possibles, parce que chaque homme politique, selon ses vues personnelles, voudra découvrir le Futur sous la forme qui lui sera le plus favorable.

Nous n'avons pas voulu user de cette méthode trop hasardeuse et, sans affirmer quoi que ce soit d'une façon

absolue, nous avons essayé de répondre, aux adversaires de la Réglementation, que nous entendons défendre, par les résultats déjà acquis.

Nous n'avons cependant pas fait appel d'une façon constante aux législations étrangères, parce que nous croyons que bien des solutions admises à l'étranger se rattachent intimement aux conditions même d'existence et de progrès du pays qui les adoptent et que l'évolution morale, politique et économique d'un Etat est souvent trop différente de celle d'un autre pour qu'on puisse utiliser une disposition générale de sa législation, surtout lorsqu'elle concerne la réglementation du travail des femmes.

Enfin, et ce point est, à notre avis, capital, il est peu raisonnable d'adopter une disposition législative étrangère lorsque l'on ignore si et comment elle est appliquée.

En France même, nos renseignements au point de vue de la mise en pratique de la loi sont trop insuffisants pour que nous ayons pu espérer d'avoir une connaissance exacte de ce qui se fait dans les autres pays d'Europe.

En France, les discussions parlementaires ont seulement visé trois des conditions du travail féminin sur les quatre que nous avons examinées plus haut (1). Elles ont porté sur la limitation du travail de jour, l'interdiction du travail de nuit, et la défense d'employer les femmes accouchées.

1. Chap. II.

Durée du travail de jour.

Les adversaires de la limitation des heures de travail ont montré la perte immense que l'industrie française allait subir du fait même d'une réduction de la durée du travail. Restreindre la journée de travail pour les femmes, c'est restreindre la production, c'est par conséquent, faire porter les frais généraux, qui restent à peu près identiques, sur un nombre moins considérable de produits, d'où élévation du prix de revient.

Or, grâce à la concurrence acharnée des nationaux entre eux et des étrangers, l'entrepreneur vend aujourd'hui ses produits à très petit bénéfice. Augmenter le prix de revient des produits français, c'est les placer dans un état d'infériorité évidente à l'égard des produits étrangers, c'est la perte de nos débouchés, c'est la ruine à bref délai de nos industries.

D'autres adversaires ont même renforcé l'argument. Ils ont fait remarquer que dans les industries qui emploient des hommes et des femmes, le travail des hommes serait forcément réduit à la durée de celui des femmes. Les différentes opérations de production étant étroitement liées, le travail ne peut continuer sur un point alors qu'il est interrompu sur un autre.

Ces arguments ne manquent pas de valeur : l'industrie française pouvait et pourrait encore souffrir d'une

brusque réduction du travail féminin. Le législateur a le droit de ne pas perdre de vue les relations économiques internationales, et bien que les « produits soient faits pour les hommes et non les hommes pour les produits » il ne peut, s'il veut maintenir l'activité de l'industrie nationale, agir comme si le pays était isolé. Seulement, nous croyons que la réduction du travail à onze ou même à dix heures n'était pas excessive et que l'essor de notre industrie ne serait pas arrêté par une journée de travail même moins longue.

Lors de la discussion de la loi, les industries de plusieurs pays d'Europe étaient soumises soit en droit, soit en fait, à une durée de travail inférieure à 12 heures.

En Autriche, c'était 11 heures ; en Angleterre, 10 h. dans les industries textiles et 10 h. 1/2 dans les autres industries avec une journée de 6 à 7 h. le samedi. En Suisse, c'était 11 h. ainsi que dans les Pays-Bas (1).

Depuis 1892, des constatations très intéressantes ont été faites à l'étranger (2) : « Les grands ateliers de mécanique et de construction de machines de MM. Mather et Platt à Manchester, bien que ne fonctionnant que 48 h. par semaine au lieu de 53 h., sont arrivés à maintenir le niveau de leur production en quantité, tout en améliorant la qualité, et ont même légèrement augmenté les salaires.

1. Rapport, Session extraord. de 1894. Chambre. Annexe, n° 933.

2. Rapport Waddington.

L'industrie chimique « United Alkali Company » a en 1894 adopté la journée de 8 heures.

De même, en Autriche, une importante maison de tissage de rideaux de Moravie a adopté la journée de 8 h. et les directeurs ont constaté « que le travail des ouvriers tisseurs devenait plus habile et productif par la réduction de sa durée ; qu'en effet, ils ne quittaient plus leurs métiers, évitaient toute perte de temps et augmentaient la production par la même durée de travail ».

En Australie, la colonie de Victoria ne connaît plus que la journée de huit heures et la production s'est améliorée à la fois en quantité et en qualité et sans changement appréciable dans les prix de vente des produits. Il en est de même dans les Etats de Californie, Connecticut, Idaho, Indiana, New-York, etc.

De même, depuis le 2 avril 1894, tous les ateliers de Woolwich ne travaillent plus que huit heures par jour. »

A l'argument de la ruine de l'industrie française provoquée par la réduction de la journée de travail, les adversaires de la loi en ajoutaient un autre : Vous voulez protéger les femmes, disaient-ils, et en réalité vous allez leur nuire. Car les patrons ou bien ne voudront pas les employer afin d'éviter les investigations des inspecteurs du travail et une organisation compliquée et défectueuse de l'entrée et de la sortie de leurs ouvriers et ouvrières ou bien ils réduiront les salaires proportionnellement à la diminution de la productivité du travail.

Ces prédictions ne se sont pas réalisées.

D'ailleurs, les raisons par lesquelles la femme trouve à se placer dans l'industrie, et que nous avons examinées précédemment, devaient laisser supposer que les entrepreneurs ne se priveraient pas d'une main d'œuvre aussi précieuse pour des motifs aussi futiles et ne réduiraient pas un salaire qui était déjà insuffisant.

Sauf, quelques renvois insignifiants, le nombre des ouvrières n'a pas diminué depuis 1892.

Travail de nuit.

La suppression du travail de nuit a soulevé les mêmes objections que la limitation de la journée de travail. Mais elle en a fait également apparaître de nouvelles.

D'une part, l'on a fait remarquer que les commandes dans la plupart des industries ne se répartissaient pas régulièrement sur toute l'année mais affluaient, à certaines périodes à peu près déterminées, selon les objets fabriqués. Comment les patrons allaient-ils suffire aux demandes, si, au moment du coup de feu, le travail de nuit ne permettait pas d'activer la production ?

Et, d'autre part, quelques défenseurs se demandaient ce qu'allaient devenir les malheureuses ouvrières employées à des travaux qui ne se font que la nuit ?

Le législateur ne s'est pas laissé arrêter par ces objections et cela pour deux raisons :

La première, c'est la raison d'Etat, la crainte toujours plus vive de la dépopulation.

Nous avons dit l'influence néfaste du travail de nuit sur la constitution physique des femmes. Ces ouvrières amaigries et épuisées ne peuvent procréer des enfants vigoureux ; elles ne peuvent leur fournir le lait substantiel qui les fortifierait : « Ceux qui survivent deviennent trop souvent rachitiques, infirmes, mal portants, incapables d'un service quelconque. Il est arrivé que sur 20.000 conscrits dans dix départements industriels, 9.330 ont dû être réformés. Dans la Marne, la Seine-Inférieure, l'Eure, la proportion s'est élevée jusqu'à 14.451 réformés contre 10.000 jugés bons pour le service » (1).

Ces résultats ont-ils pour seule cause le travail de nuit. Il y aurait quelque exagération à le prétendre. Les tares héréditaires, l'alcoolisme, la mauvaise hygiène, tout ce cortège de maux que traîne la misère y sont bien pour quelque chose.

S'il est effrayant de penser, comme le disait M. Waddington, que les ouvrières anémiées sont les mères de la génération à venir et si l'on peut craindre qu'elles ne donnent le jour à un « bataillon d'infirmes » ! il n'en est pas moins vrai que la suppression du travail de nuit ne suffira pas à elle seule à écarter ce danger.

L'augmentation de la population qui comportait en 1888 un excès de 44.772 naissances (882.639 naissances pour 837.867 décès) se solde par un déficit de 38.446

1. *Revue des Deux-Mondes*, 1872. D. Eichtal.

naissances en 1890 (838.059 naissances pour 876.505 décès). La France commence donc à se dépeupler (1).

M. Jules Simon disait en faisant cette triste constatation : « Il a été prononcé, une bien cruelle et bien grave parole, dans un pays situé bien loin de la France... si loin que je ne sais s'il existe dans la langue française un mot pour exprimer combien il est éloigné de nous ; à Berlin, un homme politique disait récemment à la tribune du Reichstag : « Ne vous occupez pas tant que cela de la France, elle perd une bataille tous les ans ».

La suppression du travail de nuit n'est qu'une conséquence de l'état d'esprit que révèlent ces paroles ; mais l'on pourrait peut-être faire quelques réserves sur le motif même qui a inspiré cette excellente mesure.

« Les gouvernements ont presque toujours considéré l'accroissement de population comme un moyen de puissance ou de défense nationale, la supériorité des naissances sur les morts a toujours été, à leurs yeux, un signe de prospérité et, sans trop s'embarrasser de la manière dont pourraient vivre ces nouveaux citoyens qu'ils désiraient si vivement d'acquérir, sans calculer s'il se présentait pour eux aucun revenu qui pût les nourrir, aucune industrie qui pût les rendre utiles, ils ont fait tout ce qui dépendait d'eux pour encourager les mariages et pour encourager chaque ménage à mettre au monde le plus d'en-

1. Cependant en 1896 il y a 865.686 naissances pour 771.886 décès, alors qu'en 1895 il y avait eu 834.173 naissances pour 851.986 décès.

fants qu'il pourrait... puissamment secondé (en cela) par le clergé » (1).

La suppression du travail de nuit pour les femmes a surtout eu aux yeux du législateur la portée d'un « encouragement ».

Mais à notre avis, sans tenir compte de sa valeur nationale et politique, la suppression du travail de nuit peut se défendre par des raisons plus généreuses.

Obliger les femmes à travailler de 8 h. du soir à 6 h. du matin (comme dans les filatures des Vosges) pour éviter une augmentation des frais généraux et ainsi ne leur laisser que cinq à six heures d'un repos interrompu pour vaquer aux soins du ménage, est-ce vraiment là tout l'effet des merveilleux progrès de l'industrie moderne !

Comment admettre que tout l'effort de notre démocratie vers un idéal de justice et de solidarité aboutisse à un tel résultat ? Les inventeurs multiplient le nombre et la puissance des instruments mécaniques, le pays affirme chaque jour sa volonté de ne pas répudier le généreux esprit de la Révolution française, et l'homme s'épuiserait encore en une vaine lutte contre les machines.

Jadis, nos pères, par la force de leurs bras, arrivaient à produire en quantité suffisante, pour toute la nation, les choses nécessaires à la vie, et la durée de leur travail — marquée par le couvre-feu — n'excédait pas douze heures. Et aujourd'hui, alors que les statistiques constatent l'existence en France de 86.612 machines pouvant fournir

1. De Sismondi, *loc. cit.* Ch. VII, p. 298.

5.171.026 chevaux-vapeur (1), les femmes travailleraient encore pendant la nuit !

Nous n'ignorons pas que dans ce nombre de chevaux-vapeur, 70 p. cent environ remplacent les moyens de transport jadis effectués par des chevaux ou des bateaux à voiles, et que l'on ne peut guère estimer à plus de 12 p. cent le nombre de chevaux-vapeur qui ont pris la place des ouvriers d'autrefois.

Mais à qui fera-t-on croire qu'il ne serait pas possible d'augmenter cette proportion ? Si la crainte que les salariés modernes expriment devant l'envahissement des machines disparaissait, est-ce que le machinisme ne prendrait pas une extension considérable et ne se trouverait-on pas à l'époque célébrée par les philosophes grecs (2).

« Si les navettes des tisserands tissaient d'elles-mêmes, les chefs d'ateliers n'auraient plus besoin d'aides, ni les maîtres d'esclaves ».

M. Jean Izoulet (3) dit avec raison :

« L'on a calculé que le nombre des chevaux-vapeur actuellement possédés par l'industrie équivaut à un milliard d'hommes. C'est-à-dire que l'humanité a dès maintenant à son service un *milliard d'esclaves de fer*...

1. L'effort d'un cheval-vapeur remplace celui de 24 hommes. Cf. *Handwörterbuch der Staatswissenschaften*, p. 1135. Herausgegeben von Conrad, etc., éd. 1890.

2. *Revue Socialiste*, juin 1886. Rouanet, p. 197.

3. *Cité Moderne*, 1895, p. 261, 262.

Qu'était-ce que la civilisation antique ? une *poignée d'hommes libres* portée sur un *monde d'esclaves*.

L'immense et douloureuse caryatide a fléchi. Tout s'est écroulé.

Aujourd'hui nous faisons mieux ; c'est l'humanité tout entière qui sera la *poignée d'hommes libres* et c'est la *matière* qui sera la *multitude d'esclaves*.

Ce n'est plus de pauvre chair saignante, mais de métal brut que seront construits désormais les soubassements de la cité humaine. Ce n'est plus l'humanité désormais qui va fournir les nécessaires porte-faix, si tragiquement nommés *hommes de peine*. L'homme ne doit plus être que l'œil qui voit et le doigt qui dirige. La frêle et pensive créature a capté l'ouragan des forces cosmiques et dressé à son service une armée immense de monstres de fer. »

Pourquoi donc, au lieu d'amener lentement une diminution dans la durée du travail humain, là où il est encore indispensable, pourquoi cherchons-nous, au contraire, à l'augmenter, opposant ainsi à la matière animée mais inconsciente, l'ouvrier qui pense, souffre et s'épuise dans cette lutte absurde ?

La suppression du travail de nuit chez les femmes peut donc se défendre uniquement par des raisons d'humanité.

Cette suppression a évidemment lésé certains intérêts et les protestations des industriels ont permis de glisser dans la loi des exceptions très larges — trop larges — au principe même.

La plupart des maisons de confection, de modes, de couture, de couronnes funéraires, de broderie, de reliure, de deuil, etc., de Paris et des grandes villes de France, alléguaient l'urgence des commandes, le caractère intermittent de leurs affaires pour prolonger le régime du travail de nuit.

La plupart des peignages de laine du Nord, un certain nombre de filatures de coton et de bourre de soie, situées en grande partie dans la région des Vosges, des filatures de laine tant du Tarn que du Nord et enfin quelques usines de lacets du département de la Loire, alléguaient d'abord la nécessité d'une production considérable qui en diminuant la proportion des frais généraux (pour les filés, par exemple, c'était 0 fr. 10 par kilogramme) permettait un léger bénéfice aux patrons et ensuite la nécessité de procurer de l'ouvrage aux populations ouvrières de la région.

Enfin, les industries nocturnes ou dont la matière première doit être mise en manutention sans retard et sans interruption sous peine d'être complètement perdue : industrie des plieuses de journaux du matin, fabriques de conserves de poisson des côtes de Bretagne, préparation des fruits ou des légumes conservés, usines de parfumeurs-distillateurs des Alpes-Maritimes, etc., réclamaient une exception en leur faveur.

Au fond, toutes ces réclamations ou sont inspirées par l'égoïsme patronal le plus hardi, ou sont les suites d'une *organisation anarchique* (1) de la production dont la res-

1. Aussi M. Barthou. Rapport Ch. sess. ord. de 1894, annexe

ponsabilité incombe en grande partie aux consommateurs, « au public ».

Travail des femmes accouchées.

M. le comte Albert de Mun a songé le premier à introduire dans nos lois un article interdisant le travail aux femmes accouchées. Sa proposition accueillie par la commission de la Chambre des députés formait l'article 9 du projet de loi. Elle était ainsi conçue :

« Les femmes ne peuvent être admises au travail que quatre semaines après leur accouchement ».

Voté en première lecture, cet article fut retiré par le comte de Mun lui-même : il soulevait en effet des objections d'une certaine gravité. Nous ne croyons pas pouvoir mieux faire que de donner un aperçu des débats que cet article provoqua à la Chambre des députés.

n° 372. constate : J'ai reçu plusieurs délégations d'ouvrières en modes et en couture venues pour protester contre l'interdiction de travailler le soir. A mon objection que leurs camarades d'atelier et peut-être bien elles-mêmes, avaient autrefois bruyamment manifesté devant la commission parlementaire, en faveur de la suppression des veillées, elles m'ont répondu ceci : Oui nous avons voulu que l'on ne nous retienne plus à l'atelier après neuf heures du soir *parce que nous pensions arriver à la suppression des chômages, à une plus équitable répartition du travail* et que les patrons seraient obligés de prendre plus d'ouvrières en temps de presse. Comme aucune amélioration ne s'est produite dans notre sort, que nous ne travaillons toujours que trois ou quatre mois par an, nous demandons aujourd'hui la liberté de travailler le soir pour profiter du bénéfice résultant des heures supplémentaires.

M. Armand Desprès s'était chargé d'ouvrir le feu (1).

« Cette interdiction du travail des femmes en couches n'est inscrite que dans quatre législations : la législation allemande, la législation suisse, la législation autrichienne et la législation belge ou hollandaise, — car les Belges et les Hollandais sont à peu près le même peuple (!)

Mais l'Angleterre, la Russie, l'Italie n'en font pas mention.

«Oui, Messieurs, c'est dans les mœurs que doit être le précepte qui est inscrit dans votre projet et non pas dans un texte, car si vous vous aventurez dans une législation de ce genre, il faudra aller beaucoup plus loin...

« ...Ces choses-là ne se mettent pas dans la loi : le bon sens et l'esprit français s'y refusent. Le législateur ne peut entrer dans des détails aussi intimes. Si vous adoptez cet article il faudra y ajouter une autre disposition à savoir que, pendant quelques jours chaque mois, les femmes n'entreront pas dans les ateliers.

« *M. de Mun.* — ... C'est précisément parce que nous pensons que les mœurs sont insuffisantes que nous demandons à la loi d'intervenir. Le docteur Schuhler... a déclaré au congrès d'hygiène et de démographie de Vienne d'une manière très précise que « avant l'entrée en vigueur des dispositions qui excluent du travail les femmes en couches, six semaines après leur délivrance,

1. Chambre. Séance du 8 juillet 1890, p. 1377 et s.

les maladies, celles qui affectent les femmes employées dans les fabriques, étaient beaucoup plus fréquentes ».

«...Quant aux inconvénients qui résulteraient pour eux (les enfants) du retour trop hâtif de la mère à la fabrique après l'accouchement, ils sont de toute évidence. L'enfant est abandonné en pareil cas aux soins d'une mercenaire qui, trop fréquemment, ne s'occupe ni de l'aération, ni d'aucune des précautions hygiéniques nécessaires au développement du nouveau-né....

«... Je dois ajouter que la conférence de Berlin — protocole 5, séance du 17 mars 1890 — a adopté une proposition ainsi conçue : « Il est désirable que les femmes accouchées ne soient admises au travail que 4 semaines après leur accouchement. » Cette proposition a été votée par les délégués à l'unanimité....

M. Desprès. — Savez-vous à quels résultats vous allez arriver avec votre loi ? C'est que les filles mères employées dans les fabriques se feront avorter pour ne pas perdre quatre semaines de travail... J'ajoute que les femmes mariées, elles, feront tous leurs efforts pour ne pas avoir d'enfants, afin de ne pas perdre quatre semaines dans le mois de leur accouchement. Vous avez des filles-mères en Belgique, en Allemagne, en France, en Italie, qui se font avorter au 3^e ; au 4^e ; ou au 5^e mois ; personne n'en sait rien (!). Et votre loi devrait s'appliquer à ces femmes, car la fausse couche est tout aussi grave qu'un accouchement et quelquefois beaucoup plus....

M. Dron. —...Quelles sont les raisons qui nous forcent à adopter cet article ? *M. de Mun* vous les donnait tout à l'heure. Ces raisons sont de deux sortes : les unes inhérentes à la femme, ont pour but d'éviter les suites des couches, ces accidents consécutifs qui risquent d'en faire une infirme pour le reste de ses jours, et, ce qui a bien son importance, au point de vue social, qui risquent de contribuer à la dépopulation de notre pays en la rendant improductive pour l'avenir.

«... Voici ce que je lis dans le rapport de *M. Zédé* qui était le secrétaire du congrès pour la protection des enfants du premier âge : « Il est nécessaire, si l'on veut sauvegarder la vie des enfants, de ne les confier aux éleveuses au biberon que du 31^e au 90^e jour après la naissance ».

L'article 9 mis aux voix fut adopté.

Mais en seconde lecture il allait succomber devant les propositions pratiques des partisans les plus convaincus de la protection dûe aux femmes accouchées.

M. Brousse, en effet, avait déposé un amendement ainsi conçu :

« Les femmes accouchées ne peuvent être admises au travail que deux, trois ou quatre semaines après leur accouchement suivant leur genre de travail. Pendant cette période de repos, elles recevront une indemnité de un franc par jour. La même indemnité leur sera acquise pour une semaine au plus, si elles ont cessé le travail avant l'accouchement. Ces indemnités seront fournies

par une caisse de maternité établie dans chaque arrondissement et alimentée moitié par l'Etat, moitié par le département, Cette caisse pourra recevoir les dons ou legs des patrons et des particuliers, elle jouira de la personnalité civile. Un décret ministériel réglera l'application des dispositions ci-dessus (1) ».

M. Brousse défendait ainsi sa proposition :

« C'est une question d'intérêt général qui met en jeu la solidarité sociale.

« ...Nous ne pouvons négliger l'intérêt particulier de la mère. Quel est l'intérêt de la mère ? C'est d'avoir chez elle ce qui est nécessaire à sa subsistance et à celle du petit enfant... Mais il faut qu'il y ait du pain à la maison, il faut que quelqu'un l'y apporte...

« Mais il ne faudrait pas qu'étant issue des plus nobles sentiments elle devint une prescription trop dure pour le travail et qu'elle fit de la maternité un objet de crainte...

« Je vous propose, Messieurs, d'élargir l'intervention de l'Etat, qui est le représentant indiscutable, neutre et impersonnel de la grande collectivité. C'est lui qui doit distribuer le secours qui résulte de l'obligation incombant à tous à la place de la grâce qui vient de quelques-uns... Je vous demande si vous voulez imposer le chômage aux femmes accouchées, sans leur venir en aide, à l'heure où elles en ont le plus besoin.

1. *M. Brousse* estimait à 400.000 francs par an le chiffre des indemnités à verser.

« Supposons que la Chambre refuse ce complément équitable de la disposition qu'on nous soumet, nous exigerons que toutes les femmes accouchées restent quatre semaines hors de l'atelier sans rien recevoir : il arrivera que la fille-mère dissimulera sa grossesse, qu'elle pourra aller jusqu'à la conséquence fatale : l'avortement plutôt que de renoncer à l'atelier pendant plusieurs semaines, de rester sans la moindre ressource. Il arrivera que la femme mariée fera partager ses appréhensions à son mari et lui fera comprendre qu'on ne peut pas s'exposer trop souvent à diminuer les ressources du ménage.... Et vous aurez diminué la race par des suppressions clandestines ou des calculs préjudiciables à la natalité.

« *M. le comte A. de Mun...* Je suis l'un des auteurs de la proposition... Je l'avais défendue en première lecture. Les objections qui viennent d'être présentées contre sa mise à exécution au point de vue des conséquences pratiques m'ont paru d'une incontestable gravité.

« Les observations de M. le Ministre ont encore fortifié cette impression et m'ont semblé très sages.

Je m'associe donc aux paroles de M. le Ministre et je déclare que quant à moi je n'insisterai pas pour l'adoption de l'article (1) ».

M. Lavy reprit l'article à titre d'amendement. La Chambre consultée ne prit pas l'amendement en considération.

1. Voir *Annexe* .Appendice : B.

Et cependant cinq législations étrangères contiennent une interdiction semblable à celle qui était proposée.

Par les lois du 1^{er} juillet 1883, et 1^{er} juin 1891, l'*Allemagne* fixe l'interdiction du travail aux femmes accouchées (*Karenzzeit*) à quatre semaines. L'autorisation d'un médecin permet d'augmenter ce délai de deux semaines.

Les femmes accouchées sont considérées comme des femmes malades et reçoivent des indemnités de l'*Assurance contre la maladie* établie par les lois d'Empire des 15 juin 1883 et 10 avril 1892.

Par les lois des 15 mars 1883 et 8 mars 1885, l'*Autriche* interdit le travail pendant quatre semaines aux femmes accouchées.

Les femmes accouchées sont également traitées comme des malades qui sont secourues par l'*Assurance contre la maladie* établie par la loi du 30 mars 1888.

En Autriche le nombre moyen de jours de maladie par accouchement est d'environ 26 ou 27 jours.

L'Office du travail français (1), nous fournit, en effet, les statistiques suivantes.

Nombre moyen de jours de maladie par accouchement.

	1890	1891	1892	Moy.
	—	—	—	—
Caisses de district . .	27,2	27,2	27,6	27,3
» de fabrique. . .	27,4	27,7	28,0	27,7

1. Etude sur les derniers résultats des assurances sociales en Allemagne et en Autriche, p. 1895.

» d'entreprise de				
construction .		16,5	16,5	16,5
» de Corporations	24,5	26,3	26,7	25,8
» de Sociétés . . .	21,8	23,8	23,4	22,9
Ensemble des Caisses .	25,8	26,5	26,5	26,3

En Suisse la loi fédérale du 23 mars 1877, interdit le travail aux femmes accouchées pendant huit semaines.

La Suisse possède tout un système d'Assurances facultatives contre la maladie.

Les *Pays-Bas*, par la loi du 5 mai 1889, interdisent le travail aux femmes accouchées pendant quatre semaines.

Enfin la *Belgique* par la loi du 13 décembre 1889. (Loi réglementant le travail des femmes, des adolescents et des enfants dans les établissements industriels), a fixé l'interdiction du travail après les couches à quatre semaines.

La question n'a été tranchée que par un seul article : article 5 : « Les femmes ne peuvent être employées au travail pendant les quatre semaines qui suivent leur accouchement ».

La Belgique ne possède pas l'Assurance obligatoire contre la maladie. Les femmes en couches ne sont donc secourues par aucun organe étatique.

Aussi avons-nous cru devoir rechercher avec quelque soin le degré d'application de l'article 5 qui, en définitive, se présente dans les mêmes conditions que l'ancien article 9, de M. de Mun.

Les Rapports annuels de l'Inspection du travail belge parus en 1895 et 1896 constatent.

1° Qu'aucune infraction à l'article 5 n'a été relevée ;

Et 2° que « cette disposition est d'une application très difficile ».

Les Inspecteurs reconnaissent tous qu'ils ne peuvent pas s'assurer du respect de la loi.

L'Inspecteur du 12^e district (Liège) ajoute : « Il est à présumer que la plupart des industriels se refuseront à interroger leurs ouvrières sur un sujet aussi délicat et ne se prêteront certainement pas de bonne grâce à des enquêtes ayant pour but de déterminer si les ouvrières qui se présentent chez eux viennent d'être mères ou non.

De leur côté, les ouvrières prétendront que n'ayant d'autres ressources que le fruit de leur travail, elles seront obligées de se livrer avant l'expiration des quatre semaines, à des travaux souvent plus pénibles que ceux dont l'exécution leur est confiée dans les fabriques. La stricte exécution de cette disposition est à mon avis, subordonnée à la *promulgation d'une loi sur l'assurance en cas de maladie* et d'un arrêté spécifiant les moyens de contrôle ».

Il semble donc que la réforme proposée par M. de Mun, soit inadmissible, tant que la France n'aura pas une organisation d'assurance analogue à celle de l'Allemagne, de l'Autriche ou de la Suisse.

Inscrire dans la loi l'interdiction du travail aux femmes accouchées ne pourrait aujourd'hui servir que d'in-

dication morale, d'avertissement pour les citoyens. Il serait impossible d'assurer effectivement le respect d'une pareille disposition.

Salaires des ouvrières

Dans notre tableau des conditions du travail féminin, nous avons examiné l'importance du salaire de l'ouvrière tout spécialement par rapport à celui de l'homme.

Les discussions parlementaires n'ont pas porté sur la question de l'élévation du salaire féminin ; en réalité, c'est là un problème tout à fait spécial et qui, à notre avis, ne peut être résolu que dans un travail d'ensemble sur la question du salaire.

Chercher à relever le salaire de la femme sans se préoccuper du salaire de l'homme, nous paraît difficile ; et nous ne voudrions pas à l'occasion des salaires féminins aborder cette immense question du salaire, car ce chapitre incident pourrait prendre des proportions telles que le reste de notre sujet ne serait plus qu'un accessoire.

Cette question de salaire est, en effet, étonnamment complexe : elle met en jeu les théories les plus ardues de l'économie politique et les données historiques les plus confuses :

Fixer le salaire, prétend tout un parti, c'est une impossibilité, parce que le travail comme toutes les marchandises obéit à la loi de l'offre et de la demande. Si

vous prétendez réglementer les salaires — c'est-à-dire les élever — vous amènerez une hausse dans les objets fabriqués et grâce à un circuit facile à déterminer, tout le prix de la vie en sera augmenté, le salaire *nominal* aura grandi, le salaire *réel* sera resté le même.

C'est là une simple prédiction : Pourquoi, en effet, le prix des objets fabriqués augmenterait-il en proportion de l'élévation des salaires ? Ce n'est pas le salarié qui donne toute la valeur au produit. Il ne suffit pas de produire un objet pour trouver à le vendre. Il faut encore bien des efforts avant d'arriver à l'écouler et à en toucher le prix.

L'élévation du salaire ne pourrait être une cause de hausse proportionnelle du prix des objets fabriqués que si la marge entre le prix de revient des objets fabriqués et leur prix de vente était si réduite que la moindre élévation du salaire fit disparaître tout bénéfice.

Ce serait-là la situation actuelle de notre industrie d'après certains économistes. Mais cette situation, dit-on, ne durera pas toujours ; l'industrie reprendra sa marche en avant et l'élasticité dans les prix permettra l'élévation du salaire de l'ouvrier, qui est constante quoi qu'on en ait dit...

Alors la question du salaire réel à travers les siècles, intervient et les opinions s'ajoutent aux opinions — grâce à de fallacieuses méthodes — sans que la raison soit convaincue....

... Nos législateurs n'ont pas abordé la question des salaires lors de la discussion de la loi de 1892. Nous voulons les imiter.

CHAPITRE V

HISTORIQUE DE LA LOI DU 2 NOVEMBRE 1892.

Nous venons de montrer les difficultés pratiques que présentait la réglementation du travail des femmes aux yeux des législateurs.

Nous abordons maintenant l'étude de la loi elle-même, telle qu'elle est sortie des délibérations de la Chambre et du Sénat.

Mais auparavant il n'est pas inutile de rechercher quelles ont été les prémices de cette loi, de quels germes elle est sortie et d'examiner si, avant le 2 novembre 1892, le législateur n'avait encore rien fait pour protéger les ouvrières.

Avant la loi du 2 novembre 1892 il n'existait qu'un texte législatif visant le travail des femmes.

La loi des 9-14 septembre 1848 pouvait bien effectivement s'appliquer au travail des femmes puisque, d'une façon générale elle interdisait de faire travailler les ouvriers plus de douze heures par jour. Mais ce texte n'avait pas été fait pour les femmes et ce n'est qu'en

vertu de sa généralité même qu'il protégeait et les hommes et les femmes.

En dehors de cette loi il n'y avait, avant la loi du 19 mai 1874 « sur le travail des enfants et des filles mineures employés dans l'industrie », rien qui marquât l'intervention du législateur en faveur de la femme.

Toutes les lois que l'on se plaît à citer s'occupent uniquement des hommes ou des enfants et, si elles montrent la tendance à la réglementation, elles ne prouvent nullement que les gouvernants aient songé à veiller sur l'intégrité physique et morale de la femme.

Seule, la loi relativement récente du 19 mai 1874, avait inscrit dans son article 7, une règle prohibitive pour les femmes : « Aucun enfant ne peut-être admis dans les travaux souterrains des mines, minières et carrières avant l'âge de 12 ans révolus. *Les filles et femmes ne peuvent être admises dans ces travaux* ».

C'était là, tout l'effort du législateur.

En fait, il y avait eu de nombreuses tentatives pour amener le Parlement à organiser le travail de la femme, mais elles avaient échoué, soit à cause de l'indifférence générale, soit à cause d'événements politiques considérables qui détournaient l'attention de ces questions, alors peu discutées surtout dans les milieux politiques.

Cependant il est curieux de noter que, dès le 15 février 1847, sur le rapport de Charles Dupin, la Chambre des Pairs avait mis à l'étude un projet tendant à étendre l'action de la loi du 22 mars 1844, à un plus grand nombre

d'établissements et à protéger ainsi d'une façon plus énergique les enfants.

Adopté le 22 février 1848, ce projet ne devait pas être soumis à la Chambre des députés : la Révolution éclatait en effet, quelques jours plus tard.

Nous ne croyons pas utile d'insister plus longuement sur l'historique d'une loi, qui, en réalité, n'a pas d'histoire. Nous renvoyons le lecteur qui serait désireux de connaître les noms des hommes généreux qui luttèrent avec énergie pour la protection de l'enfant et de la femme au remarquable ouvrage de notre confrère M. *Georges Guillaumin* (1).

Ils y verront entre autres points intéressants comment « en 1837, M. Jean-Jacques Bourcart, au nom de la Société industrielle de Mulhouse, dénonça les vices sociaux et industriels dont étaient victimes les femmes et les enfants », et dans quelles circonstances M. Villermé de l'Académie des Sciences morales et politiques fut amené à rédiger en 1840, son « Tableau de l'état physique et moral des ouvriers », tableau qui fit « un effet immense ».

Le suprême résultat de toutes ces campagnes en faveur des ouvrières fut, nous l'avons indiqué, l'article 7 de la loi du 19 mai 1874...

C'était bien maigre.

Aussi dès 1879, M. Nadaud, d'une part, et M. Villain et ses collègues, d'autre part, réclamèrent au Parlement

1. *La Protection des Femmes dans l'Industrie*, 1894.

des modifications complémentaires à la loi de 1874 et spécialement l'interdiction du travail de nuit pour les femmes. Ces propositions furent soumises à une Commission et M. Richard Waddington déposa son rapport le 11 juin 1880.

La discussion de ce rapport fit apparaître la plupart des objections théoriques et pratiques que nous avons développées précédemment.

Il nous semble donc parfaitement inutile de reprendre avec les différents orateurs la discussion du projet de réglementation.

Seule, une partie du discours de M. Richard Waddington mérite d'être citée parce qu'elle pose très bien la question au point de vue général (1).

Le Rapporteur : « ... Nous sommes en présence de deux politiques que nous pouvons suivre à l'égard des classes ouvrières.

D'abord, celle des dernières années de la Monarchie de Juillet, celle préconisée par M. Guizot alors qu'en défendant le système du gouvernement qui avait pour base la prépondérance politique de la classe moyenne en France, il s'écriait :

« Vous n'avez contre cette disposition révolutionnaire des classes pauvres, vous n'avez aujourd'hui, indépendamment de la force légale, qu'une seule garantie efficace, puissante : le travail, la nécessité incessante du travail ».

Voilà la théorie de la Monarchie de juillet

1. *J. O. Ch.* 1881, p. 618.

L'autre politique, plus large, plus humaine, plus conforme à l'esprit du suffrage universel, veut leur donner les avantages physiques, moraux et intellectuels qui leur manquent aujourd'hui. »

Nous croyons pouvoir dire que la politique de M. Guizot a de nos jours beaucoup perdu de son prestige.

La proposition de loi discutée durant quatre séances en mars 1881 fut votée le 29 mars 1881 par la Chambre. Mais le Sénat la repoussa entièrement le 24 février 1882.

M. R. Waddington reprit le 11 novembre 1882 l'ancienne proposition. Ce n'est que le 10 mars 1884 que la commission de la Chambre des députés déposa son rapport. Ce rapport ne vint pas en discussion et les députés se séparèrent avant de s'en être occupé.

M. Martin Nadaud remet la proposition sur le tapis le 10 décembre 1885. Le 16 février 1886 la commission d'initiative parlementaire dépose son rapport. Le 15 juillet 1886, M. Camélinat et quelques collègues proposent quelques dispositions complémentaires. Le 13 novembre 1886, un projet de loi est déposé par le Gouvernement (M. Lockroy).

M. Richard Waddington fait son rapport le 13 décembre 1887.

Le projet fut adopté par la Chambre dans les séances des 2, 9, 11, 14, 16, 18 et 19 juin 1888 et en deuxième lecture les 29 janvier et 2, 4 et 5 février 1889.

Le projet fut déposé au Sénat le 8 mars 1889 et M. Charles Ferry fit son rapport le 20 juin 1889. Le Sénat repoussa

ou modifia, dans les séances des 4, 5 juillet et 25, 26, 28, 29 novembre 1889, certains articles du projet qui revint à la Chambre le 19 décembre 1889.

Ce projet fut l'objet d'un nouveau rapport de M. Waddington le 10 juin 1890. La Chambre le discuta les 5, 7 et 8 juillet 1890 et les 27 et 31 janvier, 2, 3, 5 et 7 février 1891.

Revenu au Sénat, le 14 février 1891, ce projet fut l'objet d'un nouveau rapport de M. Tolain et mis en discussion les 3, 6, 7, 9, 10, 16 et 17 juillet 1891 et les 22, 26 et 27 octobre, 5 et 9 novembre 1891.

Renvoyé derechef à la Chambre le 14 novembre il fut discuté après un rapport de M. Jamais le 19 décembre 1891.

Au Sénat, M. Tolain déposa son rapport le 3 mars 1892 et le projet fut discuté dans les séances des 22, 28 et 29 mars 1892.

Enfin sur le rapport de M. Maurice Sibille la Chambre des députés homologua purement et simplement le projet tel qu'il lui revenait du Sénat, dans sa séance du 29 octobre 1892.

Le 2 novembre 1892 la loi fut promulguée au *Journal Officiel*.

Depuis cette époque la loi a été complétée par :

1° Un décret relatif au service de l'inspection du travail dans l'industrie : 13 décembre 1892.

2° Un décret portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 2 novembre 1892 rela-

tivement à la durée du travail effectif des enfants du sexe masculin dans les mines, minières et carrières : 3 mai 1893.

3° Un décret relatif au travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les manufactures : 13 mai 1893.

4° Une loi du 12 juin 1893, concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs dans les établissements industriels complétée par plusieurs décrets.

5° Un décret relatif au travail des femmes et filles âgées de plus de dix-huit ans ; 15 juillet 1893.

6° Un arrêté relatif au travail des jeunes ouvriers et ouvrières âgés de moins de dix-huit ans, employés dans l'industrie, 31 juillet 1894.

7° Un décret relatif portant modification au décret du 15 juillet 1893 ; 29 juillet 1895.

Nous allons examiner quelles sont les règles imposées par la loi et les décrets aux femmes employées dans l'industrie.

CHAPITRE VI

ÉTUDE DE LA LOI DU 2 NOVEMBRE 1892.

La loi du 2 novembre 1892, sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels, comprend 32 articles répartis en neuf sections.

Section I : dispositions générales, âge d'admission et durée du travail (art. 1 à 4) ; section II : travail de nuit et repos hebdomadaire (art. 4 à 9) ; section III : travaux souterrains (art. 9) ; section IV : surveillance des enfants (art. 10 à 12) ; section V : hygiène et sécurité des travailleurs (art. 12 à 17) ; section VI : inspection (art. 17 à 22) ; section VII : commissions supérieures et départementales (art. 22 à 26) ; section VIII : pénalités (art. 26 à 30) ; section IX : dispositions spéciales (art. 30, 31 et 32).

Il n'y a guère qu'une quinzaine d'articles qui nous intéressent particulièrement. Nous ne nous occuperons pas des autres.

Article 1^{er}. — Le travail des enfants, des filles mineures et des femmes.

Le législateur entend faire appliquer la loi à toutes les

femmes quel que soit leur âge. Les femmes majeures de 21 ans sont spécialement visées par ce mot femmes. Dans d'autres articles (art. 5, 9, 13...), le terme femmes comprend à la fois les femmes majeures de 21 ans et les filles mineures de plus de 18 ans.

Toutes les dispositions de la présente loi s'appliquent aux étrangers...

Cependant le législateur n'a pas voulu réglementer le travail des femmes dans toutes les professions ; il ne vise expressément que :

Les usines, manufactures, mines, minières et carrières, chantiers, ateliers et leurs dépendances (1), de quelque nature que ce soit, publics ou privés, laïques ou religieux, même lorsque ces établissements ont un caractère d'enseignement professionnel ou de bienfaisance (2).

1. La loi ne définit pas ce qu'il faut entendre par dépendances. Elle laisse aux tribunaux le droit le plus étendu d'appréciation.

Les différents rapporteurs de la loi ont toujours cité à titre d'exemple de dépendances d'un établissement de travail les locaux dans lesquels coucheraient les travailleurs visés par la loi.

2. Le Conseil d'Etat a émis l'avis qu'il n'y avait pas lieu de reconnaître un caractère industriel à certaines professions comme les pâtisseries, boulangers, restaurateurs et cuisiniers qui se rattachent plutôt à la vie domestique qu'à l'industrie proprement dite.

La section des travaux publics, de l'agriculture, du commerce, de l'industrie et des postes et télégraphes du Conseil d'Etat a émis également, par analogie de motifs, l'avis que les bouchers et les charcutiers n'étaient pas soumis à la loi du 2 novembre 1892. Une circulaire ministérielle du 7 juillet 1894 ordonne aux inspecteurs de ne plus exercer aucune surveillance dans les dits établissements.

M. Laporte inspecteur divisionnaire de la 1^{re} Circonscription

Mais il laisse de côté :

1° Les travaux effectués dans les établissements où ne sont employés que les membres de la famille sous l'autorité soit du père, soit de la mère, soit du tuteur.

Néanmoins, si le travail s'y fait à l'aide de chaudière à vapeur ou de moteur mécanique, ou si l'industrie exercée est classée au nombre des établissements dangereux ou insalubres, l'inspecteur aura le droit de prescrire les mesures de sécurité et de salubrité à prendre...

2° Le travail agricole ;

3° Le travail commercial ;

Et 4° les travaux intellectuels (sciences, arts et lettres).

Dès l'instant que le législateur avait compris qu'il fallait mettre un obstacle au travail excessif des femmes, il est difficile d'expliquer pourquoi il n'a pas légiféré pour toutes les ouvrières.

En admettant même que le petit atelier de famille soit mis à l'abri des investigations policières de l'inspection, et que le travail des champs soit considéré — ainsi que par les Grecs et les Romains — comme un travail noble et hygiénique, quelle raison peut-on faire valoir en faveur du travail illimité des employées de magasin ? Ignore-t-on les plaintes justifiées des vendeuses des grands magasins obligées de se tenir debout du matin au soir et frappées d'amende si elles se reposent un seul instant.

a protesté contre une pareille interprétation de la loi qui serait ainsi moins compréhensive que la loi du 18 mai 1874 et qui permettrait la continuation d'abus extrêmement graves. (Rapport de 1893).

Durée du travail.

Art. 3 : Les enfants de l'un et de l'autre sexe âgés de moins de seize ans ne peuvent être employés à un travail effectif de plus de dix heures par jour. Les jeunes ouvriers et ouvrières de seize à dix-huit ans ne peuvent être employés à un travail effectif de plus de soixante heures par semaine sans que le travail journalier puisse excéder onze heures. Les filles au-dessus de dix-huit ans et les femmes ne peuvent être employées à un travail effectif de plus de onze heures par jour.

Les heures de travail ci-dessus indiquées seront coupées par un ou plusieurs repos dont la durée totale ne pourra être inférieure à une heure et pendant lesquels le travail sera interdit.

C'est donc onze heures de travail que le patron peut exiger de ses ouvrières.

La Chambre des députés, à plusieurs reprises, avait décidé de fixer la durée du travail des femmes à dix heures, mais le Sénat avait toujours résisté et c'est pour ne pas retarder l'application de la loi que la Chambre accepta le chiffre de onze heures.

Travail de nuit.

Art. 4 : Les enfants âgés de moins de dix-huit ans, les filles mineures et les femmes ne peuvent être employés à aucun travail de nuit dans les établissements énumérés à l'article 1^{er}.

Tout travail entre neuf heures du soir et cinq heures du matin est considéré comme travail de nuit.

Tel est le principe, mais immédiatement la loi permet d'y déroger :

§ a. — *Toutefois le travail sera autorisé de quatre heures du matin à dix heures du soir quand il sera réparti entre deux postes d'ouvriers ne travaillant pas plus de neuf heures chacun. Le travail de chaque équipe sera coupé par un repos d'une heure au moins.*

C'est le système du travail à deux équipes.

« C'est le 9 juillet 1891 qu'il en est question pour la première fois au Sénat, et le rapporteur M. Tolain, en exposant certaines considérations pour montrer l'utilité de l'intervention du législateur dans la réglementation du travail et « l'action que la loi peut exercer parfois sur les transformations industrielles » fait connaître qu'à St-Chamond et dans les communes environnantes où s'exerce l'industrie des tresses et lacets et où le travail de nuit était organisé d'une manière presque générale les industriels prévoyant et voulant prévenir l'interdiction du travail de nuit déjà votée par la Chambre, sur le point de l'être par le Sénat, se sont résolus à le supprimer immédiatement...

Au lieu de faire travailler les femmes la nuit, continue M. Tolain, ils les font travailler en deux équipes pendant dix-sept heures de la journée et cela sans diminuer le taux des salaires. On ne demande plus à la femme que neuf heures de présence à l'usine : une équipe commence

à quatre heures du matin et va jusqu'à une heure avec une demi-heure de repos, une autre commence à une heure et va jusqu'à dix heures avec une demi-heure de repos (1) ».

Ce système trop ingénieux, et dont M. Dron avait signalé tout le danger à la Chambre des députés, permet de tourner avec facilité le principe posé par l'article 4 § 1.

C'est ce que M. Maxime Lecomte a reconnu dans son rapport supplémentaire (2).

« Pour donner satisfaction à certaines industries la loi de 1892 avait permis le travail de nuit aux enfants et aux femmes dans des conditions déterminées qui abaissaient la durée du travail à neuf heures. Cette combinaison a donné lieu à de graves abus qui sont signalés de la façon suivante dans la proposition de M. Louis Ricard et de plusieurs de ses collègues de la Chambre des députés.

Au lieu de faire travailler successivement chaque équipe pendant neuf heures y compris l'heure de repos obligatoire, les industriels font alterner les deux équipes, et l'usine marche ainsi sans arrêt pendant dix heures !

Pour y arriver, on a recours à divers combinaisons, il suffit d'en indiquer une. Ainsi la première équipe commence à quatre heures du matin jusqu'à neuf heures ; la seconde va de neuf heures à une heure après-midi ; la

1. Ch. des députés, sess. extraord. 1895, Ann. 1724. Rapport. Gustave Dron, p. 72.

2. Sénat, 1894. Ann. n° 101.

première reprend de une heure à cinq heures et la seconde termine la journée de cinq heures à dix heures.

Comme un certain nombre d'ouvriers n'habitent pas ordinairement dans le voisinage immédiat de l'usine, qu'il leur faut le plus souvent une demi-heure et même davantage, pour se rendre de leur domicile à leur travail, ils ne peuvent songer à rentrer chez eux pendant le temps qui sépare les deux périodes de travail. Ils sont donc retenus par le service de l'usine, pendant treize et quatorze heures par jour. Il est vrai qu'ils ont des repos variant de quatre à cinq heures. Mais que peuvent-ils faire pendant ce temps en dehors de l'usine ?

Croît-on que la situation de la famille ouvrière, le père, la mère, les jeunes filles et les enfants n'étant presque jamais libres aux mêmes heures, les jeunes filles et les enfants restant sans surveillance, deviendra meilleure que par le passé ?

Est-ce le but que le législateur a poursuivi en cherchant à réduire la durée du travail et en supprimant le travail de nuit ?

Le travail à deux équipes, de quatre heures du matin à dix heures du soir, a tous les inconvénients du travail de nuit.

M. Tolain disait au Sénat :

« Celui, homme ou femme, qui doit commencer le travail à quatre heures du matin est obligé en réalité, de commencer sa journée à trois heures, car il ne demeure pas toujours à deux pas de l'usine ; il faut donc qu'il se

lève, qu'il prenne quelque aliment chaud et qu'il se mette en route à l'heure voulue pour être rendu à l'usine à quatre heures ; par conséquent, c'est, en moyenne vers trois heures du matin qu'il est contraint de se lever, c'est donc à proprement parler, un véritable travail de nuit.

Sans doute, ce même ouvrier sort de l'usine à une heure après-midi ; mais la seconde équipe qui, elle, n'en sortira qu'à dix heures du soir, va se trouver dans une situation analogue à celle des équipes, du travail de nuit, car ce ne sera pas avant onze heures, onze heures et demie, peut-être que le travailleur, la femme qui travaillent à l'usine peuvent être rendus à leur domicile.

Donc, au point de vue de la démoralisation que, dans certains milieux industriels, a pu amener le travail de nuit, au point de vue de l'impossibilité pour la femme de vaquer aux soins de son ménage, tous les inconvénients du travail de nuit se retrouvent dans le travail des deux équipes ».

Le système des équipes paraît donc d'ores et déjà condamné à disparaître de la loi. Il y a déjà eu des propositions dans ce sens.

Nous examinerons plus loin la portée du § 3 de l'article 11.

« L'organisation de relais, qui aurait pour effet de prolonger au-delà de la limite légale la durée de la journée de travail, est interdite pour les personnes protégées par la présente loi.

Ce paragraphe n'a pas été écrit pour défendre ce que permettent les § 2 et 3 de l'article 4.

§ b. — Une autre dérogation au principe de l'article 4 est posée par le paragraphe suivant :

Il sera accordé pour les femmes et les filles âgées de plus de dix-huit ans, à certaines industries qui seront déterminées par un règlement d'administration publique et dans les conditions d'application qui seront précisées dans ledit règlement, la faculté de prolonger le travail jusqu'à onze heures du soir, à certaines époques de l'année pendant une durée totale qui ne dépassera pas soixante jours. En aucun cas la journée de travail effectif ne pourra être prolongée au delà de douze heures.

Donc, dans certaines industries, les femmes vont pouvoir travailler jusqu'à onze heures du soir, à raison de douze heures par jour, pendant une période de soixante jours.

Le législateur a cru nécessaire de laisser un peu de jeu à la loi et nous sommes le dernier à l'en blâmer : Les lois rigides sont des lois inapplicables.

Mais nous pensons qu'il a été assez imprudent — ici comme dans tous les autres cas analogues — de confier le soin de faire les règlements au Conseil d'Etat.

Comment, en effet, ces règlements sont-ils étudiés ?

D'abord, les intéressés (?) sont entendus par le *Comité consultatif des arts et manufactures*, composé d'hommes techniques et qui fait une enquête sur la question. Les conclusions du Comité consultatif sont soumises à la *Commission supérieure du travail* chargée de la surveillance et de l'application de la loi de 1892, corps dans lequel le

Sénat et la Chambre des députés sont représentés par leurs élus. Enfin après ces deux premières enquêtes la question arrive devant le *Conseil d'Etat* qui soumet le décret à la signature du Président de la République. Eh bien ! malgré les garanties que paraît présenter un tel système, certains décrets contenaient des décisions étranges, pour ne pas dire plus.

Si nous possédions une institution analogue à celle des Conseils de l'industrie et du travail créés en Belgique par la loi du 18 août 1887 (1), nous pourrions leur demander d'exprimer des vœux dont le Conseil d'Etat tirerait parti au point de vue pratique, et nous éviterions ainsi bien des erreurs.

Le premier décret rendu par application de l'article 4 § 4 est du 15 juillet 1893. Il s'appliquait à dix-sept branches d'industrie. Le Conseil d'Etat avait pensé que la période de surproduction devait être strictement limitée à certains mois désignés à l'avance suivant l'industrie :

Ainsi l'ameublement, la tapisserie, la passementerie pour meubles avaient le droit de faire travailler les ouvrières jusqu'à onze heures du soir pendant soixante jours consécutifs, du *premier décembre* au *trente et un janvier*. Ces deux mois écoulés, l'ameublement, la tapisserie etc... étaient censés avoir franchi l'époque lucrative des commandes nombreuses et pressées.

Or, d'après le rapport de M. Léon Barthou (2) :

1. Voir Appendice C.

2. Chambre 1894, annexe n° 372.

« Dans ces industries la saison commence vers le 15 octobre pour finir le 15 décembre !... »

Les bijoutiers et joailliers autorisés pour *décembre* et *mai*, demandaient *octobre* et *novembre*. Ils sont en morte saison ou à peu près pendant le mois de mai.

Les confections de chapeaux en toutes matières pour hommes et femmes autorisées en *février* et *mars* ont leur saison en *septembre* et *octobre* etc... »

Devant ces protestations un décret du 29 juillet 1895 est venu apporter d'heureuses modifications au décret du 15 juillet 1893.

Il réduit le nombre des industries favorisées mais permet au patron de choisir dans l'année les soixante jours dont il peut avoir besoin :

« Dans les industries ci-après déterminées, les femmes et les filles âgées de plus de dix-huit ans pourront être employées jusqu'à onze heures du soir à certaines époques de l'année et pendant une durée totale qui ne dépassera pas soixante jours par an, sans que, en aucun cas, la durée du travail effectif puisse dépasser douze heures par vingt-quatre heures :

Broderie et passementerie pour confections ;

Chapeaux (confection de) en toutes matières pour hommes et femmes ;

Confections, coutures et lingerie pour femmes et enfants ;

Confections en fourrures ;

Pliage et encartonnage des rubans.

Article 6. — Les chefs des industries autorisées... à prolonger le travail jusqu'à onze heures du soir en vertu de l'article

premier devront prévenir l'inspecteur ou l'inspectrice chaque fois qu'il voudront faire usage de ces autorisations. L'avis sera donné par l'envoi, avant le commencement du travail exceptionnel, d'une carte postale, d'une lettre sans enveloppe ou d'un télégramme, de façon que le timbre de la poste fasse foi de la date dudit avis, Une copie de l'avis sera immédiatement affichée dans un endroit apparent des ateliers et y restera apposée pendant toute la durée de la dérogation.

§ c. — Une troisième exception au principe de l'interdiction du travail de nuit est posée dans l'article 4 § 5.

Il sera accordé à certaines industries déterminées par un règlement d'administration publique, l'autorisation de déroger d'une façon permanente aux dispositions des paragraphes un et deux du présent article, mais sans que le travail puisse en aucun cas dépasser sept heures par vingt-quatre heures.

Il s'agit ici de dérogations permanentes à l'interdiction du travail de nuit au profit de certaines industries. Cela paraît d'abord extrêmement grave puisque par simple décret, le travail de nuit peut être rétabli dans toutes les industries que l'on voudrait favoriser. Mais, en réalité, cette disposition ne vise que certaines industries de nuit, que le décret du 15 juillet 1893, article 2 a désignées expressément :

Brochage des imprimés ;

Pliage des journaux ;

Allumage des lampes de mines.

Le Parlement s'était ému de la réclamation des plieuses de journaux employées la nuit. Le décret a éten-

du la permission de travailler la nuit aux brocheuses et aux allumeuses de lampes.

L'on peut se demander si : « cette exception se justifie par une véritable nécessité économique ? Il nous paraît difficile de le prétendre. Les journaux ne pourraient-ils donc employer des hommes à ce travail ou bien mieux encore, changer leurs habitudes en ce qui concerne l'heure des éditions ? — Vous êtes libres, disait le rapporteur du projet de loi, d'entreprendre une guerre avec cette quatrième puissance qui se nomme la Presse. Dans l'intérêt de la loi que nous vous soumettons, je considère que ce serait une entreprise pleine de périls. Ce motif ne nous paraît pas suffisant (1) ».

§ d. — L'article 4 § 6, contient une nouvelle exception au principe de l'interdiction du travail de nuit, mais pour un certain nombre de jours seulement. *Le même règlement pourra autoriser, pour certaines industries, une dérogation temporaire aux dispositions précitées.* Ce § 6, complète ainsi d'une façon assez maladroite le § 4, du même article qui, lui aussi, vise des *dérogations temporaires*.

Le Sénat avait demandé que l'on fondît ensemble les deux paragraphes. M. Dron déclare que c'est impossible (2) : « ... Ces deux sortes de dérogations ne peuvent pas être confondues ; elles ne le sont plus, du reste, dans le nouveau règlement de 1895.

1. Raoul Jay. *Archiv für soziale Gesetzgebung und Statistik*. VI tome p. 28 et s. *die neue Arbeiterschutz gesetz gebung in Frankreich*.

2. *Loc. cit.*, p. 63.

La veillée permet aux industries de mode et de couture de prolonger le travail au-delà de neuf heures du soir, dans les moments de presse : le travail de jour est l'élément principal, le travail de nuit ou veillée n'est qu'accessoire, supplémentaire. La dérogation prévue par le sixième paragraphe, c'est le travail de nuit, ou bien une somme de travail de nuit et de jour qui ne peut pas dépasser dix heures par vingt-quatre heures. S'imagine-t-on les ateliers de mode et de couture chômant le jour pour travailler la nuit ?

On pourrait, il est vrai, soutenir que les mots *dérogation au travail de nuit*, ont un sens plus étendu, plus large que celui qui leur a été donné par le règlement d'administration publique, lequel ne peut pas prévaloir contre un texte de loi dont il n'est que la conséquence et l'application. *Après tout, la veillée n'est qu'une dérogation à l'interdiction du travail de nuit* : c'est ce qu'à pensé et ce qu'a voulu affirmer le Sénat par son dernier vote. On se heurte alors à des impossibilités matérielles et pratiques.

Il ne peut venir, en effet, à l'esprit de personne que des enfants et des femmes, après avoir été astreints à toute une journée de travail, puissent être obligés par la simple volonté d'un patron et moyennant un simple avis donné par celui-ci à l'inspecteur, à fournir une nouvelle somme de travail, illimité quant à la durée, pendant la nuit. Il faut donc une limite : que cette limite au travail supplémentaire soit de une, deux, trois heures au plus, encore faut-il qu'elle soit déterminée. Si c'est la

loi qui doit la déterminer comme elle l'a fait jusqu'ici un paragraphe spécial est indispensable ; si c'est le service de l'inspection il ne peut plus être question d'un simple avis et l'autorisation de l'inspecteur est nécessaire ».

Nous ne comprenons pas l'insistance que M. Dron a mise à défendre la coexistence des § 4 et 6, qui constitue de toute évidence une *inelegantia juris*. Le § 6 se suffit à lui-même et il permet d'inscrire dans le *règlement d'administration publique* toutes les exceptions temporaires que le § 4, vise expressément.

Cela est si vrai que les décrets du 25 juillet 1893, et du 29 juillet 1895, n'auraient même pas besoin d'être remaniés si l'on supprimait purement et simplement le § 4.

C'est d'ailleurs la coexistence de ces deux paragraphes qui avait laissé croire au Conseil d'Etat que les dérogations autorisées par le § 4, n'étant applicables qu'à certaines *époques* de l'année, alors que le § 6 autorisait une dérogation *« temporaire »*, les soixante jours accordés par le § 4, devaient être limités à deux mois choisis dans l'année.

L'article 1^{er} du décret du 29 juillet 1895, qui modifie l'article 3 du décret du 15 juillet 1893, s'exprime ainsi :

Art. 3. — *Les industries énumérées, ci-après sont autorisées à déroger temporairement aux dispositions relatives au travail de nuit, sans que le travail effectif des femmes, filles ou enfants employés la nuit puisse dépasser dix heures par vingt-quatre heures :*

Confiserie.

Conserves alimentaires.

Conserves de poissons.

Délainage des peaux de mouton.

Parfums des fleurs (extraction des).

Pâtes alimentaires et fabriques de biscuits employant le beurre frais.

Réparations urgentes de navires et des machines motrices.

Tonnellerie pour l'embarillage des produits de la pêche.

La durée totale des dérogations pour presque toutes ces industries est de 90 jours. Le délainage obtient 60 jours et les Pâtes alimentaires 30 jours seulement tandis que les Réparations urgentes ont droit à 120 jours de dérogation.

La nature des industries susvisées indique les raisons mêmes de ces exceptions : tout retard dans la mise en œuvre de certaines matières premières ou dans la production de certains objets causerait un grave préjudice à plusieurs branches de notre commerce national.

§ e. — *En outre, en cas de chômage résultant d'une interruption accidentelle ou de force majeure l'interdiction ci-dessus peut, dans n'importe quelle industrie, être temporairement levée par l'inspecteur pour un délai déterminé.*

C'est à l'inspecteur qu'il appartient de prendre une décision.

Ce paragraphe nous paraît particulièrement raisonnable, car dans une réglementation du travail la rigidité

traditionnelle des textes de loi n'est pas de mise. Il fallait prévoir l'hypothèse d'un chômage néfaste pour le patron comme pour les ouvriers et dont l'influence désastreuse ne pourrait être atténuée que par une reprise active et anormale du travail.

§ f. — Enfin la dernière exception à l'interdiction du travail de nuit se trouve dans l'article 6.

Néanmoins dans les usines à feu continu, les femmes majeures et les enfants du sexe masculin peuvent être employés tous les jours de la semaine, la nuit, aux travaux indispensables, sous la condition qu'ils auront au moins un jour de repos par semaine.

Les travaux tolérés et le laps de temps pendant lequel ils peuvent être exécutés, seront déterminés par un règlement d'administration publique.

Les usines à feu continu se divisent en quatre catégories : verreries, sucreries, papeteries et usines métallurgiques.

Le règlement d'administration publique annoncé par le deuxième alinéa de l'article n'est pas encore publié.

Repos hebdomadaire ; Jours fériés.

Article 5. — *Les enfants âgés de moins de dix-huit ans et les femmes de tout âge ne peuvent être employés, dans les établissements énumérés à l'article 1^{er} plus de six jours par semaine, ni les jours de fête reconnus par la loi, même pour rangement d'atelier.*

Une affiche apposée dans les ateliers, indiquera le jour adopté pour le repos hebdomadaire.

Le principe même d'un jour de repos par semaine a été adopté sans discussion. Le législateur a parfaitement compris qu'un jour pour « prendre l'air », suivant le mot de M. Ricard était utile au développement physique et intellectuel de la population ouvrière.

On a seulement un peu bataillé au sujet du choix du jour de repos et de la désignation officielle des fêtes légales. Certain parti politique et religieux réclamait comme nécessaire l'adoption du dimanche ; pour le taquiner, la Chambre, sous le couvert d'un libéralisme confessionnel bien démodé de nos jours, s'est refusé à désigner le jour consacré au repos.

A vrai dire tous les Français chôment le dimanche et si quelques métiers sans importance ont choisi le lundi ou le mercredi ce n'est évidemment pas par des motifs religieux.

Les jours de fête légale sont au nombre de sept :

La naissance de Notre-Seigneur Jésus-Christ ;

L'Ascension ;

L'Assomption de la Très Sainte Vierge ;

La fête de tous les Saints.

(Arrêté du 29 Germinal an X, rendu en exécution de la loi organique du 18 Germinal an X).

Le premier janvier est assimilé aux fêtes précédentes par un avis du Conseil d'Etat des 13-23 mars 1810 : « Le Conseil d'Etat... est d'avis que le 1^{er} janvier doit être

considéré, comme une des fêtes auxquelles s'applique l'article 162 du Code de Commerce et qu'en conséquence, lorsqu'il y aura refus de paiement d'un effet de commerce échu la veille, cet effet ne pourra être protesté que le 2 janvier ». — Art. 162 § 2. Si ce jour est un *jour férie légale*, le protêt est fait le jour suivant.

Le quatorze juillet. — Loi du 6 juillet 1880;

Le lundi de Pâques ;

Et le lundi de la Pentecôte. — Loi du 8 mars 1886 (1).

Art. 7. — L'obligation du repos hebdomadaire et les restrictions relatives à la durée du travail peuvent être temporairement levées par l'inspecteur divisionnaire, pour les travailleurs visés à l'article 5, pour certaines industries à désigner par le susdit règlement d'administration publique.

Le décret du 15 juillet 1893 avait fixé 16 espèces d'industries où les dérogations prévus à l'article 7 pouvaient être autorisées. Le décret du 29 juillet 1893 a porté le nombre de ces industries à 31 (2) : certaines industries

1. M. Paul Déroulède, à plusieurs reprises, pria le Gouvernement d'indiquer les jours de fête reconnus, car l'arrêté du 29 germinal an X reconnaît le *dimanche* comme jour de fête.

Cf. art. 56 de la loi du 18 germinal an X.

2. Ameublement, tapisserie, passementerie pour meubles ; bijouterie et joaillerie ; biscuits employant le beurre frais (fabrique de) ; blanchisserie de linge fin ; briqueterie en plein air ; brochage des imprimés ; broderie et passementerie pour confections ; carton (fabrique de) pour jouets, bonbons, cartes de visite, rubans ; chapeaux (confection de) en toutes matières pour hommes et femmes ; corsets (confection de) ; confections, coutures et lingerie pour femmes et enfants ; confections pour hommes ; confections en

autorisées par le décret de 1893 à prolonger la durée légale du travail jusqu'à onze heures du soir pendant soixante jours ont, en effet, perdu ce droit ferme et ne sont plus admises qu'à solliciter les faveurs administratives de l'inspecteur.

Ces faveurs sont d'ailleurs assez bizarrement limitées. L'inspecteur a en effet le droit d'autoriser le travail le jour choisi pour le repos légal, mais il lui est défendu — le texte est très clair — de lever l'interdiction de travailler les jours fériés.

Travaux souterrains.

Article 9. — Les filles et les femmes ne peuvent être admises dans les travaux souterrains des mines, minières et carrières.

Article 11. — Les patrons ou chefs d'industrie ou loueurs de force motrice sont tenus de faire afficher dans chaque atelier

fournure ; conserves de fruits et confiserie, conserves de légumes et de poissons ; corderie en plein air ; couronnes funéraires (fabrique de) ; délainage des peaux de mouton ; dorure pour ameublement ; dorure pour encadrements ; fleurs (extraction des parfums de) ; fleurs et plumes ; imprimeries typographiques, imprimeries lithographiques, imprimeries en taille-douce ; jouets, bimbeloterie, petite tabletterie et articles de Paris (fabrique de) ; papier (transformation du) ; fabrication des enveloppes, cartonnage des cahiers d'école, des registres, des papiers de fantaisie ; papier de tenture ; reliure ; réparations urgentes de navires et de machines motrices ; teinture, apprêt blanchiment, impression, cambrage et moirage des étoffes ; tissage des étoffes de nouveauté destinées à l'habillement ; tulles, dentelles et laizes de soie.

les dispositions de la présente loi, les règlements d'administration publique relatifs à son exécution et concernant plus spécialement leur industrie, ainsi que les adresses et les noms des inspecteurs de la circonscription. — Ils afficheront également les heures auxquelles commencera et finira le travail, ainsi que les heures et la durée des repos. Un duplicata de cette affiche sera envoyé à l'inspecteur, un autre sera déposé à la mairie. — L'organisation de relais qui aurait pour effet de prolonger au-delà de la limite légale la durée de la journée de travail, est interdite pour les personnes protégées par la présente loi...

Les deux premiers paragraphes ne contiennent que des prescriptions d'ordre administratif. Pourquoi le législateur oblige-t-il le patron à envoyer deux copies de l'affiche à la mairie et à l'inspection ! Qu'en feront les municipalités et les inspections ?

D'autre part, si l'affichage du tableau des heures de travail peut avoir une certaine utilité pour les ouvriers et surtout pour l'inspecteur en tournée, quel peut être le but de l'affichage de la loi du 2 novembre 1892 et des règlements d'administration publique ? Est-ce que la loi sur l'ivresse publique du 23 janvier 1873, qui doit être affichée dans tous les débits de boisson, a jamais été lue par personne ?

Le troisième paragraphe concerne les relais.

M. Dron (1) est en quelque sorte l'auteur de cet amendement étrange. Il est vrai qu'il en renie la paternité.

1. *loc. cit.* p. 44.

M. Dron avait, en effet, proposé un texte identique au texte de l'amendement adopté avec cette seule différence que la phrase « pour les personnes protégées par la présente loi » n'en faisait pas partie.

M. Dron voulait donc régler par ce petit amendement une question générale visant le monde du travail. Il entendait s'élever contre une interprétation de la loi analogue à celle qu'une circulaire ministérielle du 24 juin 1851 donnait à la loi de 1848 : « Un chef d'établissement est libre de tenir son atelier en activité aussi longtemps qu'il le juge à propos, pourvu que le travail soit organisé par série et que chaque ouvrier ne soit point occupé plus de douze heures sur vingt-quatre ».

Il entendait surtout éviter un abus que M. Ricard signalait, plus tard, de la façon suivante (1) : « On a notamment établi dans certaines usines des équipes roullantes ou volantes, des relais qui passent successivement sur tous les métiers et y travaillent, pendant que les ouvriers réguliers sont mis en repos. De cette façon en donnant aux hommes adultes une heure de repos le matin et une l'après-midi, aux femmes deux repos de une heure et demie et aux enfants deux repos de deux heures on parvient à faire tourner les métiers pendant quatorze heures sans que chaque ouvrier, homme, femme et enfant supporte un travail effectif dépassant la durée légale ».

1. Proposition de loi du 23 novembre 1893.

Or, était-il possible d'amener la suppression de cet abus par l'amendement proposé ? M. Dron avait-il bien compris la portée de sa proposition ?

Interdire « l'organisation de relais qui aurait pour effet de prolonger, au-delà de la limite légale, la durée de la journée de travail » c'est permettre « l'organisation de relais qui n'aurait pas pour effet de prolonger au-delà de la limite légale, la durée de la journée du travail ».

Cette limite légale a été déterminée par la loi des 9-14 septembre 1848. Il était donc inutile de répéter l'interdiction de faire travailler les adultes plus de douze heures par jour, surtout en y ajoutant une condition qui en affaiblissait la portée.

Pour donner un sens à l'amendement de M. Dron, la Chambre crut devoir le limiter « aux personnes protégées par la présente loi ». Cette adjonction l'a rendu incompréhensible.

Cependant, nous reconnaissons que l'intention du législateur était excellente : il voulait rendre plus facile le service des inspecteurs qui, malgré un examen approfondi du tableau des heures de travail d'une usine, ne pourraient ni constater — lorsque des relais étaient organisés — le nombre d'heures fournies par certaines femmes prises au hasard, ni par conséquent, dresser des contraventions pour prolongation abusive du travail.

Il aurait suffi, pour parer à cette difficulté, d'exiger que toutes les personnes protégées prissent leur repos en même temps.

Le § 3 de l'article 11 n'a pas du tout cette portée. Le législateur s'y contredit même directement puisque, après avoir dit aux chefs d'industrie dans l'article 3 § 4 : « Vous êtes libres d'accorder des repos d'une heure, une heure et demie, deux heures ou même plus », il proteste contre le résultat de son appel à la générosité des patrons.

En réalité, de cinq heures du matin à neuf heures du soir, le patron peut employer ses ouvrières à un travail qui ne doit pas dépasser onze heures.

L'article 11 § 3 constitue donc ou une répétition ou, suivant l'expression de M. Dron lui-même, « un véritable non-sens ».

Hygiène et sécurité des travailleurs.

Article 12.— Les différents genres de travail présentant des causes de danger, ou excédant les forces, ou dangereux pour la moralité qui seront interdits aux femmes, filles et enfants seront déterminés par des règlements d'administration publique.

Article 13. Les femmes, filles et enfants ne peuvent être employés dans des établissements insalubres ou dangereux, où l'ouvrier est exposé à des manipulations ou à des émanations préjudiciables à sa santé, que sous les conditions spéciales déterminées par des règlements d'administration publique pour chacune de ces catégories de travailleurs.

Un décret du 13 mai 1893 (1) donne de nombreuses

1. Une loi du 12 juin 1893 complétée par plusieurs décrets s'oc-

indications techniques qui sont pour nous sans intérêt. L'article 13 de ce décret interdit *l'emploi des personnes protégées, à la confection d'écrits, d'imprimés, affiches, dessins, gravures, peintures, emblèmes, images ou autres objets dont la vente, l'offre, l'exposition, l'affichage ou la distribution sont réprimés par les lois pénales.*

L'article 28 de la loi sur la Presse du 29 juillet 1881 punit ces délits de un mois à deux ans d'emprisonnement et de 16 à 2.000 francs d'amende.

Les prescriptions moralisatrices du Gouvernement s'affirment mieux encore dans le § 2 du même article 13 qui interdit *l'emploi des enfants au-dessous de seize ans et des filles mineures, à la confection d'écrits, d'imprimés, affiches, dessins, gravures, peintures, emblèmes, images ou autres objets qui, sans tomber sous l'application des lois pénales sont cependant de nature à blesser leur moralité.*

Il est au moins permis d'espérer que cette disposition attirera l'attention des patrons au même titre que la disposition de l'article 16 de la loi du 2 novembre 1892 qui tend également à l'élévation du niveau moral de l'ouvrière et par suite de sa respectabilité aux yeux de ses compagnons, du patron et même du public.

Article 16. — Les patrons ou chefs d'établissement doivent en outre veiller au maintien des bonnes mœurs et à l'observation de la décence publique.

Il faut, en effet, que le chef d'industrie soit bien pénétré de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs dans les établissements industriels.

tré de cette idée qu'à l'égard de ses ouvriers, il n'est pas seulement un marchand achetant du travail et revendant les produits de ce travail ; il est chef et ses subordonnés sont des êtres humains dont il a dans une certaine mesure assumé la garde.

Inspection (articles 17 à 22).

Commissions supérieures et départementales (articles 22 à 26).

Pénalités.

Article 26. — Les manufacturiers, directeurs ou gérants d'établissements visés dans la présente loi, qui auront contrevenu aux prescriptions de ladite loi et des règlements d'administration publique relatifs à son exécution seront poursuivis devant le tribunal de simple police et passibles d'une amende de 5 à 15 francs. L'amende sera appliquée autant de fois qu'il y aura de personnes employées dans des conditions contraires à la présente loi. — Toutefois la peine ne sera pas applicable si l'infraction à la loi a été le résultat d'une erreur provenant de la production d'actes de naissance, livrets ou certificats contenant de fausses énonciations ou délivrés par une autre personne. Les chefs d'industrie seront civilement responsables des condamnations prononcées contre leurs directeurs ou gérants.

Article 27. — En cas de récidive le contrevenant sera poursuivi devant le tribunal correctionnel et puni d'une amende de 16 à 100 francs. Il y a récidive lorsque, dans les douze

mois antérieurs au fait poursuivi, le contrevenant a déjà subi une condamnation pour une contravention identique. En cas de pluralité de contraventions entraînant ces peines de la récidive l'amende sera appliquée autant de fois qu'il aura été relevé de nouvelles contraventions. Les tribunaux correctionnels pourront appliquer les dispositions de l'article 463 du Code pénal sur les circonstances atténuantes, sans qu'en aucun cas l'amende pour chaque contravention, puisse être inférieure à 5 francs.

Article 28. — L'affichage du jugement peut, suivant les circonstances et en cas de récidive seulement, être ordonné par le tribunal de police correctionnelle. Le tribunal peut également ordonner dans le même cas, l'insertion du jugement aux frais du contrevenant dans un ou plusieurs journaux du département.

Ces peines ne sont pas, il faut le reconnaître, bien lourdes et peut être pourrait-on faire au législateur le reproche d'avoir usé en cette matière d'une modération excessive à l'égard du patron.

Dès l'instant en effet que le Parlement avait décidé pour des raisons politiques, économiques et morales d'établir une réglementation du travail des femmes etc., il aurait dû ne pas se contenter de réprimer les contraventions aux règles posées par des peines insignifiantes. La loi du 19 mai 1874 contenait des peines plus fortes : elle avait admis la poursuite devant le *tribunal correctionnel* et frappait les contrevenants d'une amende de 16 à 50 francs.

Pour quelles raisons a-t-on cru devoir diminuer encore ces moyens coercitifs déjà bien faibles ?

Cinq à quinze francs d'amende ! Quel est l'industriel important qui reculera devant une peine aussi minime ! L'article 27, il est vrai, traduit le récidiviste en police correctionnelle et le frappe d'une amende de 16 à 100 francs. Mais il est si difficile au service de l'inspection, tel qu'il est aujourd'hui organisé, de procéder à plusieurs visites dans la même année, que la poursuite d'un récidiviste est extrêmement rare ; aussi l'industriel lorsqu'il le juge utile à ses intérêts s'inquiète assez peu de respecter la loi.

Nous n'oserions cependant pas réclamer, comme on l'a fait, une peine d'emprisonnement pour l'observation d'une règle de création récente et qui semble parfaitement vexatoire à beaucoup de nos contemporains.

CHAPITRE VII

APPLICATION DE LA LOI DU 2 NOVEMBRE 1892.

Aux termes de l'article 17 :

« Les inspecteurs du travail sont chargés d'assurer l'exécution de la présente loi et de la loi du 9 septembre 1848. »

Ces inspecteurs — désormais choisis au concours — constatent les contraventions par des procès-verbaux.

Ils dressent la statistique des conditions du travail dans leur circonscription. Leurs rapports sont examinés par les inspecteurs divisionnaires qui eux-mêmes envoient à la Commission supérieure un rapport sur l'application de la loi dans leur circonscription divisionnaire.

Le Président de la Commission supérieure adresse chaque année au Président de la République un rapport général sur les résultats de l'inspection et sur les faits relatifs à l'exécution de la loi.

C'est, en définitive, sur les seuls rapports des inspecteurs que l'on peut établir officiellement dans quelle mesure la loi est respectée.

Quelle est la valeur exacte de ces rapports : quelle part de vérité contiennent-ils ?

Certes, les inspecteurs agissent avec conscience et fermeté mais qui oserait prétendre qu'ils sont assez nombreux pour surveiller avec efficacité les établissements de leur circonscription ?

C'est à peine, s'ils peuvent visiter tous les établissements dont ils ont la surveillance, et de tous les rapports que nous avons sous les yeux, il ressort que l'inspection passe au maximum deux fois par an dans quelques ateliers.

Et que l'on ne vienne pas prétendre que l'inspecteur peut surprendre le patron à l'improviste. Si cela est possible dans la ville même où réside l'inspecteur, il en est tout autrement dès qu'il se déplace : le bruit se répand avec rapidité — car les ouvriers protégés méconnaissent leurs véritables intérêts — que l'inspecteur est là. Aussitôt les enfants, les jeunes filles, les femmes employés en violation de la loi, disparaissent comme par enchantement dans les greniers ou dans les magasins que l'on ne montre pas à l'inspecteur tout naturellement.

L'inspecteur qui, de son côté, désire faire preuve d'un grand zèle et accomplir le plus de visites possible, passe rapidement dans l'atelier, donne quelques conseils techniques au patron pour lui montrer qu'il s'intéresse à son industrie, puis, après avoir ainsi constaté que l'usine était très bien organisée, il se retire. Aussitôt femmes, jeunes filles et enfants rentrent à l'atelier en riant intérieurement du bon tour qu'ils viennent de jouer au gouvernement.

Il ne faut donc pas juger du respect de la loi sur le petit nombre de contraventions constatées.

Aussi n'admettons-nous les renseignements fournis par les rapports des inspecteurs que sous les réserves que nous venons de formuler : les rapports peuvent, dans une certaine mesure servir d'indications très générales mais leur portée ne saurait être étendue.

Le dernier rapport que nous possédions est de 1897. Il traite de l'application pendant l'année 1896 des lois réglementant le travail.

Nous venons de dire que l'inspection faisait à peine une visite par an dans chaque établissement :

En 1894, sur 267.906 ateliers les inspecteurs en ont visité 106.735, soit 40 0/0 seulement.

En 1896, sur 296.797 usines ou ateliers, 117.539, soit 39,60 0/0 seulement. En 1895, l'inspection avait fait 8.053 visite de moins. Ces chiffres sont croyons-nous assez clairs pour jeter un léger doute sur la portée de certaines affirmations que nous allons emprunter aux inspecteurs en suivant le plan par eux adopté.

Durée du travail.

L'article 3 de la loi qui règle la durée du travail des différentes catégories d'ouvriers protégés est celui qui a soulevé, aussi bien de la part des patrons que de la part des ouvriers, les réclamations les plus vives. On s'aperçut bientôt que ce système était en désaccord avec l'organi-

sation habituelle du travail dans la plupart des manufactures. Le gouvernement aux prises avec les difficultés les plus graves, sous la menace de grèves et pour éviter la fermeture d'établissements industriels considérables dut, après l'adoption par la Commission sénatoriale d'une proposition de loi fixant d'une manière uniforme à onze heures la durée du travail quotidien pour les femmes et les enfants (premier rapport de M. Maxime Lecomte déposé le 27 février 1894), prescrire au service de l'inspection le 3 mars suivant de tenir rigoureusement la main à ce que cette limite ne fût pas tout au moins dépassée jusqu'au jour où le Parlement se serait définitivement prononcé sur la revision de la loi.

On peut dire que l'adoption de la journée de onze heures, pour les enfants et les femmes serait universelle si des industriels ne trouvaient dans la loi même, grâce aux relais et aux équipes tournantes ou de remplacement, des facilités pour se dérober à ces prescriptions. Les moyens ingénieux, employés dans certaines usines, pour prolonger le travail au delà de la durée légale, ont été précédemment indiqués, il n'est pas nécessaire d'y revenir. Les rapports des inspecteurs pour 1895, attestent une fois de plus que le service n'est pas toujours en situation, malgré toute la sagacité qu'il apporte, de déjouer les fraudes de certains industriels peu scrupuleux. En présence de ces difficultés le service a redoublé de vigilance et de fermeté. Les contraventions relevées par des procès-verbaux

qui avaient été au nombre de 1.531 en 1894 ont atteint le chiffre de 3.877 en 1895.

Il est vivement à désirer que ce mode d'organisation du travail qui paralyse l'action de la surveillance soit définitivement condamné.

M. l'inspecteur divisionnaire Laporte dit en effet : « Comme le fait remarquer M. l'inspecteur Chevalier, la durée du travail dans les diverses industries en fonctionnement normal varie entre les limites extrêmes de neuf heures à douze heures. On peut dire que tout chiffre au-dessous de ces limites indique un chômage partiel ou un malaise de l'industrie.

Quelques établissements d'une certaine importance, où la durée normale du travail est de onze heures, ayant éprouvé de trop grandes difficultés à satisfaire aux exigences de la loi avaient congédié les enfants. En présence de la proposition de loi adoptée récemment par le Sénat de fixer la journée à onze heures pour les travailleurs de tout âge il était difficile de continuer à exiger strictement cette durée à dix heures pour les enfants. *Nous avons donc fermé les yeux* lorsque le travail ne dépassait pas onze heures, ce qui a permis à un certain nombre d'enfants de rentrer dans les ateliers...

La grande majorité des établissements industriels ouvrent à 7 heures du matin et ferment à 6 heures du soir.

Pendant la saison d'hiver l'entrée et la sortie sont retardées d'une heure.

Dans les ateliers de couture, de modes, de confection

composés exclusivement de femmes il est d'usage de n'arriver qu'à neuf heures du matin et même 9 heures 1/2 dans les quartiers du centre de Paris.

Repos.

« La durée des repos varie entre une heure et une heure et demie, Le plus ordinairement c'est l'heure consacrée au déjeuner de midi qui constitue le temps de repos exigé par la loi. Cependant dans un certain nombre d'établissements le travail est encore suspendu durant un quart d'heure une demi-heure au plus, vers la fin de l'après-midi.

Aucune industrie de la première circonscription n'a organisé des équipes volantes ou tournantes dites équipes de remplacement.

Infractions.

Le service de l'inspection a relevé en 1894, 590 contraventions concernant la durée du travail des femmes, des filles mineures et des enfants (1) ».

Pour les départements de la Seine, Seine-et-Marne et Seine-et-Oise qui possèdent 36.943 établissements recensés et 340.239 ouvriers des deux sexes, un tel respect de la loi est bien fait pour étonner. Nous doutons ici de « l'éloquence des chiffres ».

1. Rapport de M. Laporte, 1895.

Travail de nuit.

« La loi qui interdit le travail de nuit... est appliquée dans la grande industrie soit que le travail de nuit ait disparu, soit qu'on ait substitué des ouvriers aux femmes et aux enfants dans les équipes de nuit. Les abus ne se produisent guère que dans les petits ateliers et ceux de moyenne importance, notamment chez les modistes et chez les couturières.

Il est, d'ailleurs, souvent impossible de les constater et de les réprimer le travail se faisant dans un local autre que l'atelier et où l'inspecteur n'a pas libre accès. Il faudrait un personnel beaucoup plus nombreux pour saisir toutes les contraventions.

A côté du travail de nuit, il convient de signaler le travail à deux équipes que certains industriels ont organisé entre quatre heures du matin et dix heures du soir. Le nombre des usines qui ont employé ce mode de travail est descendu de 51 à 33 (1).

La diminution signalée serait due au ralentissement des affaires.

La pratique qui consiste à faire alterner les équipes après 4 h. 1/2 de travail pour que l'usine puisse fonctionner pendant 18 h. sans interruption paraît être devenue générale de partielle qu'elle était autrefois. Elle est aujourd'hui appliquée non seulement à St-Chamond mais

1. En 1896, il est remonté à 55.

dans le Nord et dans les Vosges. Les inconvénients de ce mode de travail qui ont été précédemment démontrés ne pourraient donc que s'aggraver si le Parlement n'y portait remède en supprimant purement et simplement la double équipe sauf dans les usines à feu continu. »

Veillées.

« Les quelques industries auxquelles le droit de veiller a été maintenu sont seulement tenues de prévenir l'inspecteur par l'envoi d'une lettre ou d'un télégramme avant le commencement du travail exceptionnel. Il importera de tenir la main à ce que la faculté ne dégénère pas en abus ».

Et l'inspecteur divisionnaire de la première circonscription écrivait en 1895 :

« La nécessité de recourir accidentellement au travail de nuit en dehors des époques périodiques s'impose assez souvent à quelques-unes des industries dites de saisons. Il suffit d'un événement quelconque politique ou mondain, pour provoquer une abondance de commandes qu'on ne peut livrer dans les délais accordés sans l'appoint de la main-d'œuvre de nuit.

Il est assez rare que des enfants et des femmes soient illégalement employés après neuf heures du soir ».

En 1894, on n'avait constaté que 172 infractions ; 11 dans la fabrication des biscuits, 45 pour les appareils d'éclairage, 14 pour la fabrication des enveloppes, 8 pour les

fleurs artificielles, 7 pour les imprimeries, 87 pour les modes et coutures, tandis qu'en 1895, les inspecteurs ont relevé la présence de 1.137 femmes ou enfants employés la nuit, dans des conditions irrégulières. Les industries où les infractions ont été le plus nombreuses sont : Confection et couture 668 ; brochage et reliure 134 ; filature de coton 102 ; imprimeries 74.

« C'est le même personnel ayant travaillé durant le jour que l'on garde pendant la soirée. Comme la durée du travail effectif peut alors atteindre légalement 12 heures les industriels n'ont pas besoin, en effet, d'avoir recours à un personnel supplémentaire. Les veillées effectuées dans ces conditions sont donc absolument régulières.

Mais, s'il survient dans la journée une commande imprévue à livrer au plus vite — ce qui arrive assez fréquemment dans la mode et la couture, en cas de deuil, de départ subit, etc. — on n'hésite pas à faire rester le personnel jusqu'à complet achèvement du travail. La journée peut alors atteindre 13 ou 14 heures pour les mêmes ouvrières. Ici la loi n'est plus observée...

Je rappellerai ce qui s'est passé lors de la mort de l'empereur Alexandre III. Toutes les dames de Russie qui se font habiller et coiffer à Paris, et elles sont nombreuses, envoyèrent télégramme sur télégramme pour commander des toilettes de deuil qui devaient être expédiées dans le plus bref délai. Il y eut pendant quelques jours un véritable affolement dans les ateliers parisiens. On travailla sans relâche ; les livraisons purent être faites en temps

voulu. Il n'est pas douteux qu'à cette époque beaucoup d'industriels oublièrent les obligations de la loi. En temps ordinaire, la loi n'est gênante que *pour les patrons qui la respectent...* Combient d'autres qui préfèrent courir le risque d'une condamnation à quelques francs d'amende plutôt que de s'exposer à perdre ou à mécontenter une clientèle riche et mondaine (1) ! »

M. Laporte va jusqu'à demander en faveur des patrons trop respectueux de la loi deux heures supplémentaires « qui sont quelquefois indispensables », ce qui ferait treize heures de travail par jour.

L'inspecteur de la première circonscription établit d'ailleurs avec une grande vigueur les responsabilités encourues par le public. « On dira que c'est pousser au surmenage ; mais à qui la faute ? à l'acheteur, à la clientèle, à tout le monde. Ce que l'on ignore trop généralement c'est à quel degré peuvent atteindre les exigences de la clientèle féminine aussi bien parisienne qu'étrangère. Ses fantaisies et ses caprices doivent être satisfaits sur le champ du jour au lendemain, dût-on passer la nuit entière. Je me garde de citer des exemples qui ne seraient pas ici à leur place, mais j'en sais de désolants ».

1. Le 25 août 1897, les journaux contenaient la note suivante : Hier, M. D... couturier, a été condamné par défaut, par la dixième chambre correctionnelle, à 224 amendes de 10 francs à raison d'autant d'infractions à la loi sur le travail des femmes.

Selon le rapport d'une inspectrice, 224 femmes qui travaillaient chez lui depuis neuf heures étaient encore occupées à minuit et demie...

Weyl

M. Laporte a sans doute souvent entendu, dans les magasins de modes et de confections cette réponse en quelque sorte stéréotypée de *la patronne* ou de *l'essayeuse* à une jolie supplication de jeune femme. « S'il le faut, on passera la nuit, mais je vous promets que vous aurez votre chapeau (ou votre corsage) pour demain ».

« Je crois, continue M. Laporte, que la réforme si désirable que l'on a voulu introduire par la loi ne pourra se réaliser entièrement que lorsqu'elle aura obtenu le concours et la collaboration du public. Tant qu'aucun changement ne se sera produit dans les habitudes de la clientèle, certaines parties de la réglementation du travail de nuit s'appliqueront difficilement dans les industries de la mode et de la couture ».

C'est bien le cas de répéter la vieille maxime.

Quid leges sine moribus ?

Travail de nuit permanent.

Le Rapport présenté au Président de la République constate que l'article 2 du décret du 15 juillet 1893 est bien respecté.

Cependant M. Laporte est loin d'être aussi affirmatif. « Pour le brochage des revues périodiques, une première équipe prend le travail le matin et le continue jusqu'à neuf heures du soir. Elle est alors remplacée par une seconde équipe qui termine le lendemain matin à quatre heures. La loi se trouve ainsi observée *en apparence*.

Je dis en apparence, car si les ouvrières de jour quittent bien l'atelier une fois la journée terminée et sont remplacées par des ouvrières venant du dehors, la plupart de ces dernières ont déjà fait une journée complète dans un autre établissement où celles-là mêmes dont elles viennent prendre le poste iront les remplacer à leur tour pour travailler de nuit.

Nous exigeons que le nom des ouvrières qui forment les équipes de nuit et de jour d'un établissement soient affichés de manière qu'une même personne ne figure pas à la fois sur les deux listes. Mais cela ne peut empêcher les ouvrières de travailler dans deux ateliers différents, le jour dans l'un, la nuit dans l'autre. Et s'il s'agit d'un recueil périodique hebdomadaire, c'est une journée de 18 heures consécutives qu'elle font chaque semaine ».

« L'emploi des femmes à la lampisterie des mines de Blanzzy, dit M. Delafond ingénieur en chef est difficile à surveiller ».

Travail de nuit temporaire.

Grâce au nouveau décret de 1895, l'industriel qui veut user de la faveur du travail de nuit n'a plus qu'à prévenir l'inspecteur par lettre.

Cette méthode a donné satisfaction aux intéressés.

Les déclarations en 1894, n'avaient été que de 39 ; en 1895, elles se sont élevées à 58. Ce sont les fabriques de conserves alimentaires qui au nombre de 50 et avec un

personnel mixte comprenant 3.050 femmes ou enfants ont presque exclusivement profité de cette tolérance pendant une durée moyenne de 35 jours par an environ.

Les inspecteurs divisionnaires constatent également le peu de faveur dont jouit le travail de nuit temporaire. Dans la plupart des circonscriptions il est presque inconnu. Ainsi dans la quatrième circonscription (Aisne, Ardennes, Meuse, Marne, Vosges, Meurthe-et-Moselle) « seul un atelier d'imprimerie lithographique à Epinal a demandé à employer pendant quinze jours au travail de nuit quatre enfants de moins de dix-huit ans, de dix heures du soir à huit heures du matin soit au total huit heures ».

Repos hebdomadaire.

« L'adoption pour le repos hebdomadaire d'un autre jour que le dimanche constitue toujours une exception. Elle se rencontre surtout chez les blanchisseurs de la banlieue de Paris qui préfèrent choisir comme jour de repos de leur personnel celui où ils vont reporter le linge en ville.

Les maréchaux, les charrons, les bourreliers adoptent généralement le lundi, le dimanche étant le jour où leurs clients viennent faire réparer leurs outils et ferrer leurs chevaux.

Quelques industriels ont établi un roulement pour ac-

corder successivement un jour de repos par semaine au personnel protégé (1).

Dans la première circonscription :

« Presque partout on a adopté le dimanche. Les rares exceptions se rencontrent dans quelques chapelleries et des ateliers israélites qui ont préféré le samedi ; chez des fabricants de bicyclettes on a reporté à l'un des jours de la semaine la journée de repos obligatoire pour les enfants. De même chez les bourreliers, les charrons des localités éloignées de Paris, à qui les clients apportent ou amènent le dimanche les harnais et les voitures à réparer, inutilisés ce jour là.

En 1895, il a été accordé 347 autorisations de travailler pendant le jour de repos hebdomadaire (2).

Dans la quatrième circonscription :

« Le jour choisi pour le jour de repos hebdomadaire est toujours le dimanche à quelques exceptions près ; les ramoneurs ont préféré le samedi parce que le dimanche est un jour de grand travail pour eux.

Dans les verreries avec four à bassin où l'on travaille d'une façon continue, au moyen de quelques jeunes ouvriers en supplément, on a pu faire varier pour chacun d'eux le jour de repos hebdomadaire, de manière à avoir toujours un personnel en nombre suffisant... Trop souvent les petits patrons (menuisiers, serruriers, ferblantiers etc.)

1. Rapport général.

2. Rapport Laporte.

persistent à faire venir l'apprenti le dimanche matin sous le prétexte de ranger l'atelier. -

Les usines métallurgiques... Le repos hebdomadaire n'y est pas bien observé ; les industriels font valoir que l'usine devant être arrêtée toutes les quinzaines pour la réfection et la réparation des fours, il en résulte un arrêt de deux ou trois jours, pendant lesquels les enfants peuvent se reposer... Toutes les observations faites jusqu'ici n'ont amené aucun résultat (1) ».

Jours fériés.

Le repos des jours fériés est mal observé :

« Cela tient, dit la Commission supérieure, à ce que si l'article 7 de la loi permet à l'inspecteur divisionnaire d'autoriser exceptionnellement certaines industries à travailler le jour de repos hebdomadaire, elle ne lui a pas conféré le même pouvoir en ce qui touche les jours fériés. Les industriels comprennent difficilement cette distinction qu'ils n'hésitent pas à qualifier de subtilité, surtout quand il s'agit du lundi de Pâques et du lundi de la Pentecôte que bien des industriels persistent à considérer comme jours ouvrables bien qu'ils aient été déclarés jours fériés par la loi du 8 mars 1886 ».

En 1895, on a relevé 1.793 contraventions au sujet du repos hebdomadaire et des jours fériés, dont 680 pour les

1. Rapport de 1895.

filatures de coton ; en 1896, on en a relevé 2.503. Dans la première circonscription le chômage des jours fériés est bien observé.

« Cependant, dit M. Laporte, quand la fête tombe dans la semaine certains chefs d'industrie ont cru avoir le droit de faire travailler le dimanche suivant ».

Tolérances accordées par les inspecteurs.

« L'article 4 § 7 dispose que en cas de chômage résultant d'une interruption accidentelle ou de force majeure l'interdiction du travail de nuit peut dans n'importe quelle industrie, être temporairement levée par l'inspecteur, pour un délai déterminé : 44 établissements seulement ont demandé en 1895 le bénéfice de cette tolérance qui s'est appliquée à 1.902 femmes ou enfants, pendant une durée moyenne de 33 jours (1).

C'est que l'adoption provisoire de ce mode de travail n'est pas il faut le reconnaître à la portée de tout le monde. C'est seulement lorsque dans un établissement le chômage est partiel qu'il est possible à un industriel de faire travailler de nuit, dans une partie de son usine, le personnel qui chôme dans l'autre, le jour, par suite d'une réparation importante à faire à un moteur ou en raison de tout autre événement fortuit... Aussi les intéressés se bornent-ils en pareil cas, à demander à l'inspecteur la seule auto-

1. En 1896, 23 établissements seulement ont bénéficié de cette dérogation concernant 852 femmes et enfants,

risation qui pourrait leur permettre d'expédier les commandes en souffrance tout en donnant aux ouvriers, la faculté de regagner le salaire dont le paiement a été suspendu par le chômage, à savoir l'autorisation de faire travailler les femmes et les enfants 12 heures pendant une période déterminée. Des demandes nombreuses faites en ce sens en 1895, n'ont pu être accueillies en présence des termes formels de la loi ».

En ce qui concerne le travail de nuit les tolérances ont atteint en 1895 le chiffre de 1.450. En 1894 elles n'avaient été que de 521.

Les confection, couture et lingerie pour femmes ont obtenu 616 autorisations ; les imprimeries typographiques 142 ; les blanchisseries de linge fin, 126 ; les confection et fourrure, 52 etc.

La durée de ces veillées n'a jamais porté la journée de travail au-delà de douze heures.

Une circulaire ministérielle du 12 août 1893 dit : L'autorisation indiquera le délai pour lequel elle est accordée... et enfin la durée maxima que le travail des ouvriers pourra atteindre.

« Ce serait, dit M. Laporte, une contradiction étrange de voir l'inspecteur porter la journée des femmes et des enfants à un nombre d'heures illimité, quand il est tenu par la loi du 9 septembre 1848 de ne pas laisser travailler les adultes hommes plus de douze heures par jour ».

Pénalités.

C'est dans la première circonscription que les inspecteurs dressent le plus de procès-verbaux.

En 1894, ils en ont dressés 156 dont 152 ont été suivis de condamnations (1).

Les industriels poursuivis ont été condamnés à des amendes variant depuis un franc jusqu'à 1.600 francs.

Les contraventions étaient au nombre de 1.569.

Dans toute la France il n'y a, pour ainsi dire, pas de contraventions pour non observation de la décence publique.

Les inspecteurs sont en général satisfaits de leurs rapports avec les parquets et les tribunaux. Cependant ils se plaignent parfois de la modération des juges de paix qui « se croient toujours en présence d'affaires sans importance soumises à leur juridiction et ne peuvent apprécier la gravité des infractions relevées par l'inspection ».

Les inspecteurs se plaignent aussi d'être surchargés de besogne : « Ils sont quelquefois appelés par les juges d'instruction pour fournir des renseignements dans les affaires d'accidents et trop souvent peut-être, cités comme témoins devant le tribunal pour soutenir leurs procès-verbaux ».

1. En 1895, il a été dressé 457 procès-verbaux dont 432 ont été suivis de condamnations. Les contraventions relevées étaient au nombre de 3.040.

M. Laporte, inspecteur divisionnaire de la première circonscription signale cependant quelques résistances énergiques de la part de certains fonctionnaires de son ressort (1).

« En général ce sont des condamnations prononcées avec application de l'article 463 du Code pénal alors que cet article est en l'espèce inapplicable. C'est ce qu'ont fait des jugements de simple police, de Saucins, de Tours, de Reuilly, du Dorat, d'Oradour et il en est résulté des condamnations dérisoires ; des contraventions non retenues comme à Tours, au Dorat, à Vierzon, à Bourges, à Orléans, à Montluçon ; des *acquittements pour des contraventions flagrantes, irréfutables*, telles que des infractions à l'article 5 ; il ne peut cependant en ce cas y avoir d'erreur, les enfants ont bien été vus dans l'atelier, l'inspecteur ne peut avoir imaginé la présence, les noms, les âges de ces enfants !

D'autre part, c'est le bulletin de transmission renvoyé quatre ou cinq mois après le jugement, ou même non transmis à l'inspecteur divisionnaire sous le prétexte que cette pièce n'a été retrouvée, ni au parquet, ni aux archives de la justice de paix.

Une illégalité est à signaler en particulier :

Un procès-verbal a été dressé le 27 juin et le bulletin de transmission a été retourné portant cette mention : Requis information le 25 juin.

J'ai objecté au parquet qu'il était de toute impossi-

1. Rapport de 1897.

lité qu'on ait informé le 25 sur un procès-verbal dressé le 27. Il m'a été répondu qu'il n'y avait pas d'erreur à rectifier. Ce procès-verbal a été suivi d'une ordonnance de non-lieu, nouvelle et double illégalité, car il y avait d'une façon indéniable, insécurité et défaut de déclaration d'accident. Un autre procès-verbal dressé le 4 juillet est classé sans suite à la date du 28 juin...».

Enfin, M. Laporte signale, sans commentaires, — de peur d'affaiblir la magnificence de cette atteinte à la loi — le fait suivant :

A Montargis, quatre procès-verbaux ont été supprimés par réquisition du sous-préfet au procureur.

Travaux souterrains.

Les ingénieurs en chef des mines — dont les rapports sont d'une insignifiance remarquable — constatent qu'aucune femme n'est employée dans les travaux souterrains.

CHAPITRE VIII

NOUVELLES PROPOSITIONS DE LOI PRÉSENTÉES AU PARLEMENT

Nous avons indiqué, dans le cours de cette étude, qui touche à sa fin, les reproches que les industriels et les ouvriers pouvaient faire à la loi.

L'application d'une législation nouvelle soulève toujours de nombreuses difficultés : le passage d'un état de fait accepté depuis un long temps, et qui a fait ses preuves, à un état nouveau est toujours gros d'aléas et par là même soulève contre lui tous ceux qui, manquant d'énergie, craignent, s'ils modifient leurs vieilles habitudes, de passer d'une situation même médiocre à une autre tout à fait mauvaise.

D'un autre côté, les folles espérances que font naître les promesses des gouvernants sont le plus souvent déçues lorsque, sortis du rêve, les projets chimériques se concrètent en de très modestes lois.

Aussi à peine mise en œuvre la loi du 2 novembre 1892 souleva-t-elle des récriminations dans le camp des industriels comme dans celui des ouvrières.

C'est pour répondre à ces plaintes que plusieurs pro-

positions de lois ont été soumises aux Chambres qui — pour l'instant — ne paraissent guère désireuses de s'en occuper.

Sans les discuter, nous allons brièvement examiner les efforts faits par nos législateurs pour modifier la réglementation présente du travail des femmes et pour cela nous suivrons simplement l'ordre chronologique.

Aucune idée générale, en effet, n'a guidé nos représentants dans leurs essais d'amélioration de la loi et l'on ne trouve guère là que des manifestations individuelles plus ou moins sérieuses et parfois peu dignes de retenir l'attention.

Au *Sénat* deux propositions de loi tendant à modifier la loi du 2 novembre 1892, ont été présentées :

A. — En 1893, M. Félix Martin sénateur proposa d'ajouter un article 33 à la loi (1).

Cette disposition était ainsi conçue :

« Après avoir le cas échéant pris l'avis du Comité des arts et manufactures ou du Conseil général des mines, la Commission supérieure pourra proposer au Ministre du commerce et de l'industrie de suspendre l'application de certaines dispositions de la présente loi dans une industrie déterminée.

Le Ministre pourra ordonner cette suspension pour un délai qui n'excédera pas six mois ».

Cette mesure de précaution, disait M. Martin, nous

1. Sess. ordinaire 1893, annexe n° 23.

paraît indispensable, c'est à nos yeux une véritable soupe de sûreté !

Un rapport sommaire(1) fait au nom de la 1^{re} commission d'initiative parlementaire par M. Cordelet conclut à la non-prise en considération de la proposition dont le seul résultat « serait d'énervier la loi ».

B. — Une deuxième proposition de loi fut présentée en 1893 par M. Maxime Lecomte sénateur (2). Pour lui la loi du 2 novembre 1892 est « inapplicable » : La multiplicité des heures fixées pour les différentes catégories de travailleurs soulève des réclamations et des protestations. Il y a eu des protestations dans la Seine-Inférieure, dans la Somme, à Amiens. Les tisseurs mécaniques de coton teint de la Seine-Inférieure, le comité linier du Nord de la France ont protesté ainsi que d'autres.

« Il faut fixer à onze heures pour toutes les personnes protégées la durée de la journée de travail ».

En conséquence M. Maxime Lecomte propose de modifier l'article 3 qui serait ainsi unifié : les enfants, les filles mineures et les femmes ne peuvent être employés à un travail effectif de plus de onze heures par jour.

Cette proposition fut adoptée par le Sénat.

Elle a fait l'objet d'un rapport présenté à la Chambre en 1895 par M. Dron (3).

Sur cette proposition M. Maxime Lecomte avait fait trois rapports.

1. Sess. ordinaire 1893, annexe n° 132.

2. Sess. extraordinaire 1893, annexe n° 2.

3. Sess. extraordinaire 1895. Chambre, annexe n° 1724.

Un rapport sommaire (1) au nom de la septième commission d'initiative parlementaire chargée d'examiner la proposition de loi de M. Maxime Lecomte sénateur :

Il concluait à la prise en considération.

Un second rapport (2) concluait à l'adoption.

Enfin un troisième rapport (3) supplémentaire réclamait l'unification de la journée de travail à onze heures même pour les ouvriers adultes.

Sur ce rapport une proposition de loi fut adoptée par le Sénat modifiant les articles 3, 4 et 11 de la loi existante.

L'article 3 modifié était ainsi conçu :

Les jeunes ouvriers et ouvrières jusqu'à l'âge de 18 ans et les femmes ne peuvent être employés à un travail effectif de plus de onze heures par jour coupées par un ou plusieurs repos dont la durée totale ne pourra être inférieure à une heure et pendant lesquels le travail sera interdit.

Dans chaque établissement sauf dans les usines à feu continu, les mines, minières et carrières et les industries qui seront déterminées par un règlement d'administration publique *les repos auront lieu aux mêmes heures pour toutes les personnes protégées par la présente loi.*

Article 4 § 2 (modifié). Tout travail entre neuf heures du soir et cinq heures du matin est considéré comme

1. Sess. extraordinaire 1893, annexe n° 16.

2. Sess. ordinaire 1894, annexe n° 34.

3. Sess. ordinaire 1894, annexe n° 101

travail de nuit. Toutefois le travail sera autorisé de quatre heures du matin à dix heures du soir quand il sera réparti entre deux postes d'ouvriers ne travaillant pas plus de neuf heures chacun y compris un repos d'une demi-heure au moins pendant lequel le travail sera suspendu.

Le travail de chaque équipe sera continu sauf l'interruption pour le repos.

§ 6 (modifié). Le même règlement pourra autoriser pour certaines industries une dérogation temporaire ou périodique aux dispositions des articles 3 et 4 de la présente loi.

En outre en cas de chômage résultant d'une interruption accidentelle ou de force majeure l'interdiction du travail de nuit peut dans n'importe quelle industrie être temporairement levée par l'inspecteur pour un délai déterminé.

Article 11 § 3 (modifié). Dans les manufactures et usines autres que les usines à feu continu l'organisation des relais, sauf ce qui est prévu au § 2 et 3 de l'article 4 est interdite pour les personnes protégées par les articles précédents.

A la *Chambre* quatre propositions tendant à modifier la loi du 2 novembre 1892 ont été présentées.

A. — En 1893 M. le baron Pierard propose de modifier l'article 3 comme suit (1) :

Il est établi une durée de travail unique pour les

1. Session ordinaire 1893, annexe n° 2.586.

femmes et les filles mineures et les enfants employés dans les usines, manufactures et autres établissements industriels énumérés à l'article 1^{er} de la loi du 29 octobre 1892. Cette durée ne pourra dépasser dix heures par jour ni six jours par semaine.

Le baron Piérard fit lui-même le rapport au nom de la Commission du travail chargée d'examiner sa proposition (1).

Ce rapport conclut à l'adoption d'un long projet en seize articles apportant des modifications peu intéressantes à la loi de 1892 où la durée du travail est ramenée uniformément à onze heures.

B. — Une proposition présentée par MM. Louis Ricard, Guieysse, Dron, Cosmao-Dumenez, etc., tendait à des modifications importantes de la loi (2).

La durée du travail devait être uniformément fixée à dix heures;

Le travail de chaque équipe (quand il en existait) devait être continu.

Les industries ne devaient plus pouvoir cumuler les tolérances admises : par exemple, veillée jusqu'à onze heures et dérogation à l'interdiction du travail pendant la nuit.

Enfin, sauf dans les usines à feu continu, l'organisation des relais devait être interdite pour les personnes protégées par la loi.

1. Session ordinaire 1893, annexe n° 2.730.

2. Session extraordinaire 1893, annexe n° 40.

Weyl

Les signataires de la proposition la justifiaient dans les termes suivants :

« Certains industriels voulant échapper aux complications d'une organisation du travail différente pour chaque catégorie de travailleurs de leur usine, manifestent l'intention de ne plus employer désormais que les ouvriers âgés de plus de dix-huit ans. D'autres chez qui les enfants et les femmes forment une partie trop importante du personnel pour songer à les faire disparaître, ont recours à diverses combinaisons.

« On a notamment établi des équipes roulantes ou volantes. Dans d'autres usines on a adopté le système du travail à deux équipes tel que le permet le § 2 de l'article 4 : les industriels font alterner les deux équipes et l'usine marche ainsi sans arrêt dix-huit heures ».

Un rapport sommaire (1) fut présenté au nom de la Commission d'initiative parlementaire par M. Fougeirol.

« Frappée des difficultés et des réclamations provoquées par la loi, la Commission propose d'étudier la question ».

Un second rapport (2) fut présenté par M. Louis Barthou au nom de la Commission du travail.

Le rapporteur constate que la protestation contre l'article 3 est générale : « Il ne pouvait en être autrement étant donné que les industriels sont aujourd'hui en présence de 5 durées de travail différentes à savoir :

1. Session extraordinaire de 1893, annexe n° 132.

2. Session ordinaire de 1894, annexe n° 372.

9 heures par jour, travail par deux équipes ;
10 heures par jour, enfants de 13 à 16 ans ;
60 heures par semaine, enfants de 16 à 18 ans ;
11 heures par jour, filles et femmes majeures ;
12 heures par jour, pour les hommes car il faut aussi tenir compte de la loi du 9 septembre 1848.

Comment un chef d'industrie devra-t-il organiser le travail pour satisfaire à cet excès de réglementation.

L'unification de la durée des heures de travail est une réforme devant laquelle on ne peut hésiter, elle s'imposera d'ailleurs à bref délai ».

M. Barthou ajoute qu'il sait personnellement que les ouvrières elles aussi sont mécontentes et réclament le rétablissement du travail de nuit (4).

Enfin « la faculté de prolonger le travail jusqu'à onze heures du soir n'a pas été accueillie avec la satisfaction que l'on avait espérée. L'obligation de ne pas dépasser douze heures de travail effectif dans la journée rend pour ainsi dire illusoire l'avantage de pouvoir garder les ouvrières jusqu'à onze heures du soir. En effet pour que le travail soit arrêté à onze heures sans que le personnel ait plus de douze heures de labeur, il faudrait commencer la journée à dix heures du matin ce qui est contraire aux habitudes des ateliers à Paris comme en Province ».

C. — Une troisième proposition de loi pour l'établissement de la journée de huit heures et d'un salaire minimum pour tous les ouvriers, ouvrières et employées des travaux

4. Voir page 57, note 4.

emplois et services de l'État fut présentée en 1894 par MM. Edouard Vaillant, Baudin, Chauvière, etc. (1).

L'article 1 était ainsi conçu :

La durée légale du travail est de huit heures par jour et de quarante-huit heures par semaine pour tous les ouvriers, ouvrières, employés et employées de l'État qu'il emploie soit directement, soit indirectement par des entrepreneurs et fournisseurs.

Il y aura un jour de repos par semaine.

Article 2 : Le salaire de tout employé, employée ou ouvrière à partir de dix-huit ans ne pourra jamais descendre au-dessous de cinq francs par jour et de trente-cinq francs par semaine.

D. — Enfin, en 1895, M. Gustave Dron fit son rapport au nom de la Commission du travail chargée d'examiner la proposition de loi adoptée par le Sénat portant modification de la loi du 2 novembre 1892 (2).

Les conclusions tendent à l'adoption de la proposition soumise mais avec quelques modifications inspirées par la proposition Ricard. Elles réclament spécialement :

La réduction à dix heures de la durée du travail ;

L'interdiction des équipes tournantes ;

L'extension de la mission de l'inspection à la surveillance des dortoirs, réfectoires, salles de repos, etc... qui dépendent des établissements visés par la loi.

1. Session extraordinaire 1894, annexe n° 933.

2. Session extraordinaire 1895, annexe n° 1.724.

Aucune de ces propositions n'a encore abouti. Elles ne seront sans doute pas votées de longtemps.

D'ailleurs la Chambre arrive à l'expiration de son mandat et, aux termes de son règlement, toutes les propositions ensevelies dans les cartons deviennent par cela même caduques.

Il serait à désirer que nos futurs représentants reprissent ces projets afin de supprimer au plus tôt les défauts les plus apparents de la loi et spécialement le système des équipes roulantes ou volantes et celui du travail à deux équipes qui rend toute surveillance inefficace.

Mais nous n'osons trop espérer que le législateur se remettra activement à la besogne. Cette Chambre n'a pas osé entreprendre le travail général des réformes nécessaires. La nouvelle sera-t-elle plus hardie. C'est ce que l'avenir nous montrera.

APPENDICE

A

HANDWÖRTERBUCH DER STAATSWISSENSCHAFTEN

(tome I., p. 384.)

Statistique de 1882. (Allemagne).

Sur 4.226.052 ouvriers il y a 792.363 femmes, (18 0/0). Mais dans les mines, carrières, fabriques de métaux, de machines, de produits chimiques, les industries agricole et textile, l'industrie du cuir, les industries qui utilisent le bois, les produits alimentaires, la confection et le nettoyage, la construction, l'imprimerie et les industries d'art, sur 3.606.404 ouvriers l'on trouve 583.840 femmes (environ 19 0/0).

Il y a 122.375 femmes dans les industries suivantes qui ont au plus 5 ouvriers et 461.475 femmes dans les industries qui ont plus de 5 ouvriers.

	Au plus : cinq ouvriers		Plus de cinq ouvriers	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
Jardinage.	11.735	2.387	7.573	3.655
Mines	4.507	1.092	396.601	12.445
Industrie textile. . .	74.868	36.131	221.177	218.430
Industrie du cuir . .	48.453	2.785	71.897	32.920 (1)
Confections, nettoyage	220.914	54.837	48.152	55.174
Hôtels	33.515	87.784	21.628	24.479

1. 28.102 dans l'industrie du papier.

B

I. — Rapport fait au nom de la Commission du travail chargée d'examiner les propositions de loi de 1^o M. Emile Brousse et 2^o de M. Gustave Dron, ayant pour but d'interdire le travail industriel aux femmes accouchées pendant un certain temps et de les indemniser de ce chômage forcé, par M. *Gustave Dron* député (1). (Séance du 29 mars 1892).

Ce rapport tend à faire adopter les propositions suivantes :

Les frais d'indemnité aux femmes accouchées seraient moitié à la charge de l'Etat, moitié à la charge des communes au prorata des sommes qu'elles auraient distribuées.

M. Brousse voudrait que la loi s'appliquât aux femmes accouchées en général.

M. Dron ne s'intéresse qu'aux femmes employées dans l'industrie.

L'indemnité à verser aux femmes serait proportionnelle à leur salaire. Elle ne pourrait être inférieure à 0 fr. 75 ni supérieure à 2 francs.

Les calculs de la Commission lui permettent d'évaluer la dépense à 6.437.704 francs par an, environ.

II. — Le 27 octobre 1892, M. Paul Lafargue, Ferroul et Jourde députés déposèrent la proposition de loi suivante (2) :

1. Session ordinaire, Chambre annexes n^o 2 027.

2. Session extraordinaire, 1892. Annexe n^o 2.369.

Proposition de loi tendant à réglementer le travail des femmes avant et après l'accouchement et à instituer des caisses de maternité :

Messieurs,

La femme qui met au monde un enfant et qui l'élève remplit une fonction sociale, la fonction la plus importante et la plus sacrée qu'il soit donné à l'être humain de remplir. Elle reproduit l'humanité..

Proposition.

Article 1^{er}. — Toute citoyenne mariée ou non, appartenant à la classe qui vit de salaires est mise à la charge de la société à partir du quatrième mois de sa grossesse jusqu'au douzième mois après son accouchement et jusqu'au deuxième mois seulement si l'enfant venait à mourir.

Article 2. —

Article 3. — Les indemnités sont fournies par une caisse de maternité établie dans l'arrondissement et alimentée par un impôt sur les industriels et les commerçants de 30 francs par enfant des deux sexes et de 60 francs par femme employée ; l'Etat, le département et la commune complétant par tiers la somme supplémentaire nécessaire.

C.

D'après la loi du 16 août 1887, sur les Conseils de l'industrie et du travail en Belgique (1) :

1. V. Charles Morisseaux. *Conseils de l'industrie et du travail*. Bruxelles, 1890.

Article 1^{er}. — Il est institué dans toute localité où l'utilité en est constatée un Conseil de l'industrie et du travail. Ce conseil a pour mission de délibérer sur les intérêts communs des patrons et des ouvriers, de prévenir et au besoin d'aplanir les différents qui peuvent naître entre eux.

Article 3. — Les Conseils sont établis par arrêté royal soit d'office soit à la demande du conseil communal ou des intéressés patrons ou ouvriers. L'arrêté fixe l'étendue et les limites de leur ressort et détermine le nombre et la nature de leurs sections.

Article 4. — Chaque section est composée en nombre égal de chefs d'industrie et d'ouvriers tels qu'ils sont définis par la loi organique des conseils de prud'hommes. (Les maîtres mineurs et les contre-maîtres sont comptés parmi les ouvriers malgré la résistance de ces derniers) (1). Ce nombre est fixé par l'arrêté qui institue le conseil. Il ne peut être inférieur à six ni excéder douze.

Article 5. — Les ouvriers choisissent parmi eux... les délégués qui doivent les représenter dans le sein de leur section. Ils désignent en même temps des suppléants.

Article 6. — Si les chefs d'industrie sont en nombre plus considérable que celui qui est fixé pour faire partie du conseil, ils désignent parmi eux ceux qui doivent les représenter. Si le nombre est insuffisant, il est complété par des chefs d'industrie similaire, pris dans les localités

1. Note de l'auteur.

voisines et désignées par la députation permanente. Dans l'un ou l'autre cas des suppléants seront désignés.

Article 8. — Chaque section se réunit au moins une fois par an, au jour et dans le local indiqué par un arrêté de la députation permanente du conseil provincial.

La section est en outre convoquée extraordinairement par la députation à la demande soit des chefs d'industrie soit des ouvriers.

Article 9. — Chaque section choisit dans son sein un président et un secrétaire. A défaut de président élu ou en son absence la section est présidée par le plus âgé des membres présents. Dans le même cas, le plus jeune remplit les fonctions de secrétaire.

Article 10. — Lorsque les circonstances paraissent l'exiger le gouvernement de la province, le bourgmestre ou le président convoque à la demande soit des chefs d'industrie soit des ouvriers la section de l'industrie dans laquelle un conflit s'est produit. La section recherche les moyens de conciliation qui peuvent y mettre fin. Si l'accord ne peut s'établir la délibération est résumée dans un procès-verbal qui est rendu public.

Article 11. — *Le Roi peut réunir le Conseil de la Circonscription en assemblée plénière pour donner son avis sur des questions ou des projets d'intérêt général relatifs à l'industrie ou au travail et qu'il jugerait utile de lui soumettre. Il peut aussi réunir plusieurs sections soit appartenant à la même localité, soit à des localités différentes...*

Article 12. — L'arrêté royal convoquant l'assemblée

plénière de même que les arrêtés du gouvernement ou de la députation permanente convoquant une section indiquent l'ordre du jour et fixent la durée de la session. Aucun objet étranger à l'ordre du jour ne peut être mis en délibération.

Les séances ont lieu à huis clos, mais le conseil ou la section peut décider que les procès-verbaux de délibération seront rendus publics.

Article 13. — Le gouvernement peut nommer un commissaire pour assister à l'assemblée plénière, y faire telles communications qu'il jugera utiles et prendre part aux débats, s'il y a lieu, sur les questions soumises ou les mesures projetées.

Article 15. — Une indemnité est allouée par jour de session aux membres du conseil en assemblée plénière ou de plusieurs sections. Elle est fixée par la députation permanente et supportée par le budget provincial.

L'article 3 de la loi du 13 décembre 1889 relatif au travail des femmes, des adolescents et des enfants... dans les établissements industriels décide que :

« Le Roi peut de la manière déterminée à l'article 8, interdire l'emploi des enfants ou des adolescents âgés de moins de 16 ans ainsi que des filles ou des femmes de moins de 21 ans à des travaux excédant leur force ou qu'il y aurait du danger à leur laisser effectuer. Il peut, de la même manière, interdire ou n'autoriser que pour un certain nombre d'heures par jour ou pour un certain nom-

bre de jours, ou dans certaines conditions l'emploi à des travaux reconnus insalubres des enfants ou des adolescents âgés de moins de 16 ans ainsi que des filles ou des femmes âgées plus de 16 ans et de moins de 21 ans.

Article 4. — Dans le délai de trois ans à partir de la publication de la présente loi le Roi réglera la durée du travail journalier ainsi que la durée et les conditions du repos en ce qui concerne les enfants et les adolescents, âgés de moins de 16 ans ainsi que les filles ou les femmes âgées de plus de 16 ans et de moins de 21 ans le tout d'après la nature des occupations auxquelles ils seront employés et d'après les nécessités des industries, professions ou métiers.

Les enfants et les adolescents âgés de moins de 16 ans ainsi que les filles ou les femmes âgées de moins de 21 ans ne pourront être employées au travail plus de douze heures par jour divisées par des repos dont la durée totale ne sera pas inférieure à une heure et demie.

Article 6. — Le Roi peut autoriser soit purement et simplement, soit moyennant certaines conditions, l'emploi des adolescents âgés de plus de 14 ans ainsi que des filles ou des femmes âgées de plus de 16 ans et de moins de 21 ans, après 5 heures du soir et avant cinq heures du matin, à des travaux qui à raison de leur nature ne peuvent être interrompus ou retardés ou ne peuvent s'effectuer qu'à des heures déterminées.

Article 7. — En ce qui concerne les industries dans lesquelles le travail à raison de sa nature ne souffre ni inter-

ruption ni retard, le Roi pourra autoriser l'emploi des femmes et des enfants de plus de 14 ans ainsi que des filles et des femmes âgées de moins de 21 ans pendant 7 jours par semaine, soit habituellement, soit pour un certain temps, soit conditionnellement.

Article 8. — *Le Roi pour user de ses prérogatives doit prendre l'avis.*

1° *Des conseils de l'industrie et du travail ou des sections de ces conseils représentant les industries, professions, ou métiers en cause ;*

2° *De la députation permanente du conseil provincial.*

3° *Du conseil supérieur d'hygiène publique ou d'un comité technique (1).*

M. *Mesureur*, député a déposé en 1896 sur le bureau de la Chambre une proposition de loi portant création de conseils du travail pour prévenir, concilier, ou arbitrer les différends entre patrons et ouvriers ou employés. Un autre député M. *Michelin* a également déposé une proposition de loi ayant pour objet la création de Chambres du travail.

1. C'est la Commission supérieure du travail.

VU :

Le Président de la thèse,
RAOUL JAY.

VU :

Le Doyen,
GARSONNET.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
GRÉARD.

ERRATUM

Page 92. — *Au lieu de :* Les usines à feu continu se divisent... etc... *lire :*

Les usines à feu continu sont divisées, aux termes de l'article 4 du décret du 13 juillet 1893, en : Distilleries de betteraves, Fabriques d'objets en fer et fonte émaillés, Usines pour l'extraction des huiles, Papeteries, Fabriques et Raffineries de sucre, Usines métallurgiques et Verreries.

Lorsque les femmes majeures et les enfants sont employés toute la nuit, leur travail doit être coupé par des intervalles de repos représentant un temps total de repos au moins égal à deux heures. — La durée du travail effectif ne peut d'ailleurs dépasser dans les vingt-quatre heures dix heures pour les femmes et les enfants.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
BIBLIOGRAPHIE.	1
INTRODUCTION.	1
CHAPITRE PREMIER. — Augmentation de la main d'œuvre fémnine au XIX ^e siècle. — Ses causes économiques. — Importance numérique des ouvrières à notre époque.	5
CHAPITRE II. — Conditions du travail des femmes avant la loi du 2 novembre 1892.	18
§ 1 Durée du travail de jour.	21
§ 2 Travail de nuit.	27
§ 3 Travail des femmes accouchées.	29
§ 4 Salaires des ouvrières.	32
Leurs conséquences morales, physiologiques et économiques.	
CHAPITRE III. — L'Etat n'avait-il pas le droit d'intervenir pour réglementer le travail des femmes.	38
CHAPITRE IV. — Quelles objections pratiques les discussions parlementaires sur la réglementation du travail des femmes ont-elles fait naître?	46
§ 1 Durée du travail de jour.	48
§ 2 Travail de nuit.	51
§ 3 Travail des femmes accouchées.	58
§ 4 Salaires des ouvrières.	67
CHAPITRE V. — Historique de la loi du 2 novembre 1892.	69
CHAPITRE VI. — Etude de la loi du 2 novembre 1892.	76
CHAPITRE VII. — Application de la loi du 2 novembre 1892.	103
CHAPITRE VIII. — Nouvelles propositions de loi présentées au Parlement.	123
APPENDICE	
A. Statistique des ouvrières allemandes en 1882.	133
B. Propositions de loi concernant les femmes accouchées	134
C. Loi belge sur les Conseils de l'industrie et du travail.	135

